



CHAPITRE 84

Loi "refondant la charte de la cité de Lévis

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Lévis a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 20 George V, chapitre 111, y compris les lois qui la modifient, soit révisée et refondue, et d'y ajouter de nouvelles dispositions, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

Droits acquis.

Corporation.

Séparation du comté.

1. La présente loi sera citée comme suit: "Charte de la cité de Lévis". Les dispositions de la présente loi ne pourront préjudicier aux droits acquis.

2. Les habitants et les contribuables de la cité de Lévis et leurs successeurs sont et demeurent constitués en corporation et corps politique sous le nom de "La cité de Lévis".

3. La cité de Lévis est et demeure séparée du comté de Lévis pour les fins municipales. Lorsque, en vertu de la loi, la cité peut être appelée à contribuer à certaines dépenses qui sont de la juridiction du conseil du comté de Lévis, la cité ne pourra être tenue de contribuer à aucune de ces dépenses, à moins qu'elle n'ait été convoquée par le secrétaire du conseil de comté, pour l'assemblée du conseil de comté à laquelle cette dépense

CHAPTER 84

An Act to consolidate the charter of the city of Lévis

[Assented to, the 21st of February, 1957]

WHEREAS the city of Lévis has, by its petition, represented that it is necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 20 George V, chapter 111, including the acts amending it, be revised and consolidated and that new provisions be added thereto, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act shall be cited as "The charter of the city of Lévis". The provisions of this act shall not prejudicially affect vested rights.

2. The inhabitants and ratepayers of the city of Lévis and their successors are and remain a corporation and body politic, under the name of "The city of Lévis".

3. The city of Lévis is and remains separate from the county of Lévis for municipal purposes. Whenever, under the law, the city may be called upon to contribute towards certain expenditures within the jurisdiction of the council of the county of Lévis, the city cannot be held to contribute to any such expenditure, unless it has been convened by the secretary of the county council to the meeting of the county council at which such ex-

sera prise en considération; cet avis devra être donné au moins huit jours avant celui fixé pour l'assemblée. Le conseil de la cité pourra déléguer un de ses membres pour assister à cette séance du conseil de comté, et, pour les fins de discussion et de vote sur cette ou ces dépenses, ce délégué est considéré comme un membre du conseil de comté.

penditure is taken under consideration; such notice shall be given at least eight days before that fixed for the meeting. The city council may delegate one of its members to attend the meeting of the county council, and for the purpose of discussing and voting on such expenditure or expenditures, the delegate shall be deemed a member of the county council.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. La cité de Lévis sera à l'avenir soumise à l'opération des dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), sauf en tant qu'elles sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

4. The city of Lévis shall, in future, be subject to the provisions of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 233), except insofar as they may be inconsistent with the provisions of this act.

Provisions
to apply.

Disposi-
tions
abrogées.

5. La loi constitutive de la cité de Lévis, 20 George V, chapitre 111, et les lois qui la modifient, 25-26 George V, chapitre 121; 9 George VI, chapitre 80; 10 George VI, chapitre 62, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 78, sont, par la présente loi, abrogées.

5. The act incorporating the city of Lévis, 20 George V, chapter 111, and the acts amending it, 25-26 George V, chapter 121; 9 George VI, chapter 80; 10 George VI, chapter 62, and 2-3 Elizabeth II, chapter 78, are hereby repealed.

Provisions
repealed.

Contrat
continué.

Nonobstant la présente abrogation, le contrat passé entre la cité de Lévis et la compagnie des Tramways de Lévis devant J. R. L. Lemieux, notaire, le 2 mars 1946, sous le numéro 3,908 de ses minutes, ratifié par la loi 10 George VI, chapitre 62, article 2, continuera à avoir son plein effet.

Notwithstanding such repeal, the contract made between the city of Lévis and the Levis Tramways Company before J. R. L. Lemieux, notary, on the 2nd of March, 1946, under number 3,908 of his minutes, ratified by section 2 of the act 10 George VI, chapter 62, shall continue to have its full effect.

Contract
con-
tinued.

Résolu-
tion con-
tinuée.

La résolution adoptée par le conseil de la cité de Lévis à sa séance du 17 août 1953, établissant une évaluation fixe des propriétés actuelles et futures servant et qui serviront aux industries Gosford Lumber Company Ltd., et ratifiée pour partie par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 78, continuera à avoir son plein effet suivant les termes spécifiées dans ladite ratification.

The resolution passed the council of the city of Lévis at its meeting held on the 17th of August, 1953, establishing a fixed valuation on the actual and future properties in use and to be used for the industry of Gosford Lumber Company Ltd., and ratified in part by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 78, shall continue to have its full effect in accordance with the provision of the said ratification.

Resolu-
tion con-
tinued.

Ratifica-
tion con-
tinuée.

L'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 80, ratifiant les conventions intervenues entre la cité et le gouvernement du Canada concernant l'achat du lot 56, partie du lot 64 et d'un ancien chemin militaire, tous du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, du lot 16 et de partie des lots 2, 8, 20, 27, 31 et 35 du cadastre de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, en vertu de lettres patentes émises le 19 janvier 1945, et des lots 57 et 58 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire et d'un ancien chemin militaire, en vertu des lettres

Section 6 of the act 9 George VI, chapter 80, ratifying the agreements between the city and the Government of Canada respecting the purchase of lot 56, part of lot 64 and an old military road, all of the cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, of lot 16 and part of lots 2, 8, 20, 27, 31 and 35 of the cadastre of the parish of Saint-David de l'Auberivière, under letters patent issued on the 19th of January, 1945, and of lots 57 and 58 of the cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire and of an old military road, under letters patent issued

Ratifica-
tion con-
tinued.

patentes émises le 7 février 1945, et autorisant la cité à employer ces immeubles, en entier ou en partie, ou à les vendre ou céder aux conditions que le conseil déterminera, et à acquérir du gouvernement du Canada tout terrain vacant, tous chemins, rues ou ruelles situés dans les limites de la cité, continuera à avoir son plein effet, nonobstant la présente abrogation.

Règlement et autorisation continués.

Nonobstant aussi la présente abrogation, le règlement numéro 320 de la cité pourvoyant à la consolidation de sa dette flottante et l'autorisation donnée par le ministre des affaires municipales, tous deux ratifiés par la loi 25-26 George V, chapitre 121, article 1, continueront à avoir leur plein effet.

Succes-sion.

6. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, privilèges, obligations, biens, créances et actions de la corporation existant en vertu des lois abrogées par l'article précédent.

Maire et échevins continués en fonction.

7. Le maire et les échevins actuels de la cité de Lévis ou leurs remplaçants, en cas de vacance, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés à la prochaine élection générale qui aura lieu en 1957.

Officiers et employés.

8. Les officiers et employés municipaux actuels de la cité resteront en fonction jusqu'à leur démission, résignation ou leur remplacement par le conseil.

Règle-ments, etc., continués.

9. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles, comptes de taxes et redevances, ordonnances, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, passés ou consentis par le conseil de la cité de Lévis, et maintenant en vigueur, continueront à avoir leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient annulés, modifiés, abrogés ou accomplis.

Billets, etc.

10. Les billets, bons, obligations, engagements, conventions ou contrats souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la cité de Lévis, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux.

Territoire.

11. La cité de Lévis comprend dans ses limites le territoire délimité ci-après et décrit comme suit, savoir:

on the 7th of February, 1945, and authorizing the city to use such immoveables in whole or in part, or to sell or transfer them upon such conditions as the council may determine, and to acquire from the Government of Canada any vacant land, roads, streets or lanes situated within the city limits, shall continue to have its full effect, notwithstanding such repeal.

Also notwithstanding such repeal, by-law number 320 of the city, providing for the consolidation of its floating debt and the authorization given by the Minister of Municipal Affairs, both ratified by section 1 of the act 25-26 George V, chapter 121, shall continue to have their full effect.

By-law and author-ization con-tinued.

6. The corporation hereby constituted succeeds to the rights, privileges, obligations, property, claims and actions of the corporation existing under the acts repealed by the foregoing section.

7. The present mayor and aldermen of the city of Lévis, or their successors in the event of a vacancy, shall remain in office until replaced at the next general election to take place in 1957.

Mayor and aldermen continued in office.

8. The present municipal officers and employees of the city shall remain in office until dismissal, resignation or replacement by the council.

Officers and em-ployees.

9. The by-laws, resolutions, procès-verbaux, rolls, accounts for taxes and debts, ordinances, plans and other municipal acts and documents whatsoever, passed or consented to by the council of the city of Lévis, and now in force, shall continue to have their full effect until set aside, amended, repealed or accomplished.

By-laws, etc., con-tinued.

10. The notes, bonds, obligations, pledges, covenants or contracts subscribed, accepted, endorsed or consented to by the city of Lévis, until the coming into force of this act, shall continue to have their legal effect.

Notes, etc.

11. The city of Lévis comprises within its boundaries the territory hereunder bounded and described as follows, namely:

Terri-tory.

"La cité de Lévis, dans le comté de Lévis, est bornée en front, vers le nord-ouest, par le fleuve Saint-Laurent, à une profondeur de quarante pieds d'eau à marée basse; en arrière, vers le sud-est, par les paroisses de Saint-Télesphore, Saint-David de l'Auberivière et Saint-Louis de Pintendre, et par une partie de la ville de Lauzon; d'un côté vers le nord-est, par ladite ville de Lauzon, et de l'autre côté vers le sud-ouest par la rivière Etchemin et par les paroisses de Saint-Romuald et de Saint-Télesphore; mesurant environ cent trente-deux arpents de front, et contenant, en superficie, environ deux mille deux cent soixante-trois acres."

"The city of Lévis, in the county of Lévis, is bounded in front to the north-west by the river St. Lawrence at a depth of forty feet at low water; in rear, to the southeast, by the parishes of Saint-Télesphore, Saint-David de l'Auberivière and Saint-Louis de Pintendre, and by a portion of the town of Lauzon; on one side, towards the northeast, by the said town of Lauzon, and on the other side to the southwest by the Etchemin river and by the parishes of Saint-Romuald and Saint-Télesphore; measuring about one hundred and thirty-two arpents in front, and containing in superficies about two thousand two hundred and sixty-three acres."

Quartiers.

12. Le territoire de la cité de Lévis est divisé en quatre quartiers, savoir: le quartier Saint-Laurent, le quartier Lauzon, le quartier Notre-Dame et le quartier Villemay.

Numéros.

Les numéros mentionnés dans la présente description sont des numéros du cadastre officiel pour chacun de ces quartiers.

Quartier Saint-Laurent.

Le quartier Saint-Laurent est délimité et borné comme suit:

En front, vers le nord-ouest, par le fleuve Saint-Laurent, à une profondeur de quarante pieds d'eau à marée basse, partant du prolongement, en eau profonde, de la ligne entre le numéro 2 et le numéro 406 du quartier Lauzon, (ancienne propriété de Georges Couture), en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot numéro 638; de là, en eau profonde, vers le sud-est, par ledit prolongement de la ligne sud-ouest du lot numéro 638, jusqu'à la ligne de basse marée; de là, par la ligne sud-ouest des lots 638-639 qui touchent à la paroisse Saint-Romuald d'Etchemin, par la ligne du centre de la rivière Etchemin, jusqu'au milieu du chemin Saint-Nicolas; de là, vers le nord-est, par le milieu dudit chemin Saint-Nicolas, à partir de Saint-Romuald d'Etchemin jusqu'à l'endroit où ledit chemin Saint-Nicolas rencontre la ligne ouest du lot numéro 650, et par la ligne sud du lot numéro 650 jusqu'à la ligne qui divise ledit lot numéro 650 d'avec le numéro 651; de là, vers le sud-est par la ligne qui divise la paroisse de Saint-Télesphore d'avec le numéro 652 et ses subdivi-

12. The territory of the city of Lévis is divided into four wards, namely: Saint-Laurent ward, Lauzon ward, Notre-Dame ward and Villemay ward.

Wards.

The numbers mentioned in the present description are the numbers of the official cadastre for each of such wards:

Numbers.

Saint-Laurent ward is bounded as follows:

Saint-Laurent ward.

In front to the northwest by the river St. Lawrence at a depth of forty feet at low tide, starting from the prolongation into deep water of the line between number 2 and number 406 of Lauzon Ward (formerly the property of Georges Couture), running in a southwesterly direction to the prolongation of the southwest line of lot number 638; thence, in deep water to the southeast by the said prolongation of the southwest line of lot number 638 to low water mark; thence, by the southwest line of lots numbers 638 and 639, adjoining the parish of Saint-Romuald d'Etchemin, by the middle line of the Etchemin river, to the middle of the Saint-Nicolas road; thence, to the northeast by the middle of the said Saint-Nicolas road from Saint-Romuald d'Etchemin to the place where the said Saint-Nicolas road intersects the western line of lot number 650, and by the south line of lot number 650 to the line separating the said lot number 650 from number 651; thence, to the southeast by the line separating the parish of Saint-Télesphore from number 652 and its subdivisions

visions (la propriété du Domaine), jusqu'à la rivière Etchemin; de là, par la rive droite de ladite rivière Etchemin et par une ligne qui sépare ladite paroisse de Saint-Télesphore d'avec les lots numéros 652 et 653, jusqu'en profondeur dudit lot numéro 653; de là, vers l'est, par la ligne en profondeur dudit lot numéro 653, jusqu'au coin sud-est de ce lot; de là, vers le nord-ouest, par la ligne nord-est desdits lots numéros 653, 652 et 651, jusqu'au lot numéro 615 (ci-devant la propriété de John Lambie); de là, vers l'est, en profondeur de ladite propriété, par la ligne sud des lots numéros 615 et 614 jusqu'au coin sud-est dudit lot numéro 614; de là, vers le nord-ouest, par la ligne nord-est dudit lot numéro 614 et du lot numéro 613; jusqu'en profondeur du numéro 605, à la cime du cap qui fait face au fleuve; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par la ligne sud-est dudit lot numéro 605 jusqu'au coin sud-est de ce lot; de là, vers le nord, par la ligne est des lots 605 et 604 jusqu'en profondeur du lot numéro 599; de là, dans la direction générale du nord-est, en suivant la cime du cap, par les lignes sud-est ou arrière-lignes, des lots numéros 599, 598, 597, 591, 590, 587, 585, 569, 561, 550, 549, 545, 541, 528, jusqu'au coin sud-est du lot numéro 524; de là, par la ligne latérale sud-ouest du numéro 520 jusqu'à sa profondeur; de là, vers le nord-est, par l'arrière-ligne dudit numéro 520 jusqu'à son coin sud-est; de là, vers le nord-ouest, par sa ligne latérale nord-est jusqu'au lot numéro 511; de là, par les lignes sud-est et nord-est dudit lot numéro 511 jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap par la ligne sud-est des lots numéros 496, 495, 494, 490, 489, 488, 485, 484, 481, 480, 477, jusqu'au coin sud-est du numéro 465; de là, par la ligne sud-est des lots numéros 451 et partie de 455 jusqu'au haut de la côte Dawson, côté ouest; de là, par le côté est de la côte Dawson jusqu'au coin sud-ouest du lot numéro 449; de là, par la ligne latérale sud-est des numéros 448 et 434 jusqu'au coin sud-est dudit numéro 434; de là vers le nord-ouest par la ligne latérale nord-est dudit numéro 434, jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par la ligne sud-est

(the property of the Domain) to the Etchemin river; thence, by the right bank of the said Etchemin river and by a line separating the said parish of Saint-Télesphore from lots numbers 652 and 653, to the depth of the said lot number 653; thence, to the east by the line at the depth of the said lot number 653 to the southeast corner of said lot; thence, to the northwest by the northeast line of the said lots numbers 653, 652 and 651 to lot number 615 (formerly the property of John Lambie); thence, to the east at the depth of the said property by the south line of lots numbers 615 and 614 to the southeast corner of the said lot number 614; thence, to the northwest by the northeast line of the said lot number 614 and of lot number 613 to the depth of number 605 at the brow of the hill, facing the river; thence, to the northeast following the brow of the hill by the southeast line of the said lot number 605, to the southeast corner of said lot; thence, to the north by the east line of lots numbers 605 and 604 to the depth of lot number 599; thence, in a general northeasterly direction following the brow of the hill by the southeast or rear lines of lots numbers 599, 598, 597, 591, 590, 587, 585, 569, 561, 550, 549, 545, 541 and 528 to the southeast corner of lot number 524; thence, by the southwest side line of number 520 to its depth; thence, to the northeast by the rear line of the said lot number 520 to its southeasterly corner; thence, to the northwest by its northeast side line to lot number 511; thence, by the southeast and northeast lines of the said lot number 511 to the brow of the hill; thence, towards the northeast, following the brow of the hill, by the southeast line of lots numbers 496, 495, 494, 490, 489, 488, 485, 484, 481, 480, 477, to the southeast corner of lot number 465; thence, by the southeast line of lots numbers 451 and part of 455 to the top of Dawson's Hill, west side; thence, by the east side of Dawson's Hill to the southwest corner of lot number 449; thence, by the southeast side line of lots numbers 448 and 434 to the southeast corner of the said lot number 434; thence, to the northwest by the northeast side line of the said lot number 434 to the brow of the hill;

des lots numéros 431, 432, 432a 433, 415, 414, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 388, 378, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368, 364, jusqu'au coin sud-est du lot numéro 360; de là, vers le sud-est, par la ligne sud-ouest du numéro 359 et traversant la côte Patton suivant la ligne sud du lot numéro 352; de là, par la ligne latérale nord-est des lots numéros 352 et 351 jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par les lignes sud-est ou arrière-lignes des lots numéros 330a, 330, 332, 320, 319, 317, 316, 313, 312, 311, 306, 305, 304, 303, 302, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 280, 278, 277, 276, 275, 274, 273, 272, 271, 264, 263, 262, 261, jusqu'au coin sud-est du lot numéro 260; et, de là, vers le sud-est par la ligne sud-ouest du lot numéro 233 (dans le prolongement de la ligne entre les paroisses de Saint-David et de Notre-Dame) jusqu'à sa profondeur; de là, vers l'est et vers le sud-est, partie par l'arrière-ligne sud et partie par l'arrière ligne sud-ouest dudit numéro 233; de là, dans le même alignement, par le côté sud-ouest d'une rue située en front des lots numéros 224, 221, 220, 217 et 216 jusqu'au chemin Saint-Georges; de là, vers le sud-est, par la ligne latérale sud-ouest du lot numéro 655 (ci-devant la propriété Tibbitts), une profondeur moyenne de quatre (4) arpents et six (6) perches, jusqu'au chemin du gouvernement; de là, vers le nord-est, par le côté nord-ouest dudit chemin, environ un (1) arpent et neuf (9) perches; de là, vers le nord-ouest, par la ligne latérale nord-est dudit lot numéro 655 jusqu'au chemin Saint-Georges; de là, par le côté nord-ouest dudit chemin Saint-Georges jusqu'à la rue Tibbitts; de là, au nord-ouest, par la ligne nord-est de la rue Tibbitts et des numéros 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152 et 146 jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par la ligne sud-est des lots numéros 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 114a, 110, 109, 103, 102, 101, 91, 90, jusqu'au coin sud-est du numéro 89; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, entre les quartiers Saint-Laurent et Notre-Dame par les lignes est et sud-est ou arrière-lignes des lots numéros 80, 79, 78, 77, 69, 68, 64a,

thence, to the northeast, following the brow of the hill, by the southeast line of lots numbers 431, 432, 432a, 433, 415, 414, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 405, 404, 403, 402, 401, 400, 399, 398, 388, 378, 377, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368 and 364, to the southeast corner of lot number 360; thence, to the southeast by the southwest line of lot number 359 and crossing Patton hill following the south line of lot number 352; thence, by the northeast side line of lots numbers 352 and 351 to the brow of the hill; thence, to the northeast, following the brow of the hill, by the southeast or rear lines of lots numbers 330a, 330, 332, 320, 319, 317, 316, 313, 312, 311, 306, 305, 304, 303, 302, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 280, 278, 277, 276, 275, 274, 273, 272, 271, 264, 263, 262 and 261, to the southeast corner of lot number 260; thence, to the southeast by the southwest line of lot number 233 (in prolongation of the line between the parishes of Saint-David and Notre-Dame) to the depth thereof; thence, to the east and southeast partly by the south rear line and partly by the southwest rear line of the said number 233; thence, in the same alignment by the southwest side of a street situated in front of lots numbers 224, 221, 220, 217 and 216, to Saint-Georges road; thence, to the southeast by the southwest side line of lot number 655 (formerly the Tibbitts property), an average depth of four (4) arpents and six (6) perches, to the Government road; thence, to the northeast by the northwest line of the said road, about one (1) arpent and nine (9) perches; thence, to the northwest by the northeast side line of the said lot number 655 to the Saint-Georges road; thence, by the northwest side of the Saint-Georges road to Tibbitts street; thence, to the northwest by the northeast line of Tibbitts street and of numbers 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152 and 146 to the brow of the hill; thence, to the northeast, following the brow of the hill, by the southeast line of lots numbers 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 114a, 110, 109, 103, 102, 101, 91 and 90 to the southeast corner of number 89; thence, to the northeast, following the brow of the hill, between Saint-Laurent ward and

64, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 51, 50, 49, 48, 46, 45, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34 et 1 jusqu'à la côte Davidson; de là, vers l'ouest et vers le nord par le côté sud-ouest et ouest de ladite côte Davidson jusqu'à la ligne entre les numéros 17 et 18; de là, par le prolongement vers l'est de la ligne entre les numéros 17 et 18 à travers le chemin public et l'escarpement, jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord, en suivant la cime du cap entre les quartiers Saint-Laurent et Notre-Dame, par la ligne est et en profondeur des lots numéros 1a et 1b jusqu'au coin sud-est dudit lot numéro 1b, de là, vers le nord-ouest par la ligne latérale nord-est des lots numéros 1b, 4 et 3 en traversant dans le même alignement, la côte Davidson et la rue Commerciale, jusqu'en profondeur dudit numéro 3; de là, vers l'ouest, par la ligne qui divise l'ancienne propriété Couture d'avec le numéro 2, et par le prolongement de cette ligne, en eau profonde, jusqu'à la ligne de quarante (40) pieds de profondeur d'eau au point de départ.

Notre-Dame ward, by the east and south-east or the rear lines of lots numbers 80, 79, 78, 77, 69, 68, 64a, 64, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 51, 50, 49, 48, 46, 45, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34 and 1, to Davidson's Hill; thence, to the west and north, by the southwest and west side of the said Davidson's Hill to the line between numbers 17 and 18; thence, by the prolongation to the east of the line between lots numbers 17 and 18 across the public highway and the slope to the brow of the hill; thence, to the north, following the brow of the hill between Saint-Laurent and Notre-Dame wards, by the east line and the depth of lots numbers 1a and 1b to the southeast corner of the said lot number 1b; thence, to the northwest by the northeast side line of lots numbers 1b, 4 and 3, crossing in the same alignment Davidson's Hill and Commercial street, to the depth of the said number 3; thence, to the west by a line dividing the former Couture property from number 2, and by the prolongation of such line in deep water to a line at a depth of forty (40) feet of water at the point of departure.

**Quartier
Lauson.**

Le quartier Lauson est délimité et borné comme suit:

En front, vers le nord-ouest, par le fleuve Saint-Laurent à une profondeur de quarante pieds d'eau à marée basse, partant du prolongement, en eau profonde, de la ligne nord-est du lot numéro 473b (ci-devant la propriété d'Isidore Bégin), en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot numéro 406 (ci-devant la propriété de Georges Couture); de là, vers l'est, partie par ledit prolongement, en eau profonde, et partie par la ligne sud-ouest des lots numéros 406, 405 (ancienne propriété de Georges Couture), 404 et 403, en traversant la rue Commerciale et la côte Davidson jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par la ligne sud-est des lots numéros 403, 486, 485, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 476, 390, 389, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 381 et 380 jusqu'à la ligne nord-est de la rue Saint-Pierre, (aujourd'hui rue Notre-Dame); de là, vers le sud-est, par le côté nord-est de la rue Saint-Pierre jusqu'à la rencontre de la rue Fraser; de là, vers le

Lauson ward is bounded as follows:

**Lauson
ward.**

In front to the northwest by the river St. Lawrence at a depth of forty feet at low water, starting from the prolongation in deep water of the northeast line of lot number 473b (formerly the property of Isidore Bégin), in a southwesterly direction to the prolongation of the southwest line of lot number 406 (formerly the property of Georges Couture); thence, to the east, partly by the said prolongation in deep water and partly by the southwest line of lots numbers 406, 405 (formerly the property of Georges Couture), 404 and 403, crossing Commercial street and Davidson's Hill to the brow of the hill; thence, to the northeast, following the brow of the hill, by the southeast line of lots numbers 403, 486, 485, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 476, 390, 389, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 381 and 380 to the northeast line of Saint-Pierre street (now Notre-Dame street); thence, to the southeast by the northeast side line of Saint-Pierre street to its intersection with Fraser street; thence, to the northeast by

nord-est, par le côté nord-ouest de la rue Fraser jusqu'au coin sud-est du numéro 328, à la ligne sud-ouest de l'ancienne terre de Thomas Fraser; de là, vers le sud-est, en traversant ladite rue Fraser, et en suivant cettedite ligne qui est en même temps la ligne sud-ouest des lots numéros 312, 311, 310, 625, 624, 623, 622, 621, 620, 619, 618, 617, 290, 674 à 689, inclusivement, et 288 jusqu'à l'axe du chemin Saint-Georges; de là, vers le nord-est, en suivant l'axe dudit chemin Saint-Georges, jusqu'à la ville de Lauzon, à la ligne nord-est de l'ancienne terre de Michel Bégin; de là, vers le nord-ouest, en suivant cettedite ligne qui est en même temps la ligne nord-est des lots numéros 540, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 517, 516, 515, 514, 513, 512, 511, 510, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 501, 500, 499, 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 490, 489, 488, 285, 23, 22, 21, 20, 1 et 2, jusqu'à la cime du cap; de là, vers le nord-est, en suivant la cime du cap, par la ligne sud-est du lot numéro 473b jusqu'au coin sud-est de cedit lot (à la ligne nord-est de l'ancienne terre d'Isidore Bégin) à la rue du Fleuve; de là, vers le nord-ouest, en suivant ladite ligne, du côté nord-est dudit lot numéro 473b jusqu'à marée basse; et de là, par son prolongement, en eau profonde, jusqu'à la ligne du point de départ, à quarante (40) pieds d'eau à marée basse.

Quartier
Notre-
Dame.

Le quartier Notre-Dame est délimité et borné comme suit:

Partant de la cime du cap à la ligne sud-ouest de l'ancienne terre de veuve Olivier Duclos, au coin nord-ouest du lot numéro 1168, allant vers le sud-est, par la ligne sud-ouest des lots numéros 1168 à 1190, inclusivement, 1192 à 1207, inclusivement, 1209, 1210, 1220 et 1221, à la borne sud de l'ancienne terre de F. Fortier, étant le coin sud-ouest du lot numéro 1221; de là, vers le nord-est, par la ligne sud-est des lots numéros 1221, 1222, 1239, 1240, 1266, 1265, 1286, 1285, 1284, 511, 510, 509, 494, 483 et 482 jusqu'à l'ancienne terre de Julien Chabot qui est le coin sud-est du lot numéro 482; de là, le long de cette ligne, vers le nord-ouest, par la ligne

the northwest side of Fraser street to the southeast corner of number 328 to the southwest line of the former property of Thomas Fraser; thence, to the southeast, crossing the said Fraser street and following the said line, which is at the same time the southwest line of lots numbers 312, 311, 310, 625, 624, 623, 622, 621, 620, 619, 618, 617, 290, 674 to 689 inclusive, and 288, to the centre of Saint-Georges road; thence, to the northeast following the centre of the said Saint-Georges road to the town of Lauzon, to the northeast line of the former property of Michel Bégin; thence, to the northwest, following the said line, which is at the same time the northeast line of lots numbers 540, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 517, 516, 515, 514, 513, 512, 511, 510, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 501, 500, 499, 498, 497, 496, 495, 494, 493, 492, 491, 490, 489, 488, 285, 23, 22, 21, 20, 1 and 2, to the brow of the hill; thence, to the northeast, following the brow of the hill, by the southeast line of lot number 473b to the southeast corner of the said lot (to the northeast line of the former property of Isidore Bégin), to the rue du Fleuve; thence, to the northwest, following the said line from the northeast side of the said lot number 473b, to low water mark; and thence by its prolongation in deep water to the point of departure at a depth of forty (40) feet at low tide.

Notre-Dame ward is bounded as follows: Notre-Dame ward.

Starting from the brow of the hill at the southwest line of the former property of widow Olivier Duclos to the northwest corner of lot number 1168 in a southeasterly direction by the southwest line of lots numbers 1168 to 1190 inclusively 1192 to 1207 inclusively, 1209, 1210, 1220 and 1221 to the southern boundary of the former property of F. Fortier, being the southwest corner of lot number 1221; thence, to the northeast by the southeast line of lots numbers 1221, 1222, 1239, 1240, 1266, 1265, 1286, 1285, 1284, 511, 510, 509, 494, 483 and 482 to the former property of Julien Chabot, which is the southeast corner of lot number 482;

nord-est des lots numéros 482, 481 et 480 jusqu'à l'axe du chemin Saint-Georges; de là, vers le nord-est, en suivant l'axe dudit chemin Saint-Georges jusqu'à la ligne sud-ouest de l'ancienne terre de Thomas Fraser; de là, le long de cette ligne, vers le nord-ouest, par la ligne nord-est des lots numéros 234, 233, 231, 230, 7, 6, 5a, 5, 4, 3, 2 et 1, prolongée jusqu'au côté nord-ouest de la rue Fraser; de là, entre le quartier Notre-Dame et le quartier Lauzon, vers le sud-ouest, par le côté nord-ouest de ladite rue Fraser jusqu'au côté nord-est de la rue Saint-Pierre, (aujourd'hui rue Notre-Dame); de là, vers le nord-ouest par le côté nord-est de la rue Saint-Pierre jusqu'à la cime du cap; de là, vers le sud-ouest, en suivant ladite cime du cap, par la ligne nord-ouest des lots numéros 66, 111, 580, 582, 584, 585, 588, 590 et 591; de là, entre le quartier Notre-Dame et le quartier Saint-Laurent, en suivant la même direction et la même cime du cap, par la ligne nord-ouest du lot numéro 593 jusqu'au prolongement de la ligne entre les numéros 17 et 18 du quartier Saint-Laurent; de là, vers l'ouest, en suivant ledit prolongement à travers le cap et la côte Davidson jusqu'au côté ouest de ladite côte Davidson, entre lesdits numéros 17 et 18; de là, en suivant le côté ouest et sud de la susdite côte Davidson, jusqu'au coin nord-ouest du lot numéro 676; de là, vers le sud-ouest, en suivant la cime du cap par la ligne nord-ouest des lots numéros 677, 678, 679, 789, 791, 852, 853, 930, 931, 1004, 1005, 1096, 1097, 1098, 1167 et 1168 jusqu'au point de départ.

thence, along such line to the northwest by the northeast line of lots numbers 482, 481 and 480 to the centre of Saint-Georges road; thence, to the northeast following the centre of the said Saint-Georges road to the southwest line of the former property of Thomas Fraser; thence, along such line to the northwest by the northeast line of lots numbers 234, 233, 231, 230, 7, 6, 5a, 5, 4, 3, 2 and 1, prolonged to the northwest side of Fraser street; thence, between Notre-Dame and Lauzon wards to the southwest by the northwest side of the said Fraser street to the northeast side of Saint-Pierre street (now Notre-Dame street); thence, to the northwest by the northeast side of Saint-Pierre street to the brow of the hill; thence, to the southwest, following the said brow of the hill, by the northwest line of lots numbers 66, 111, 580, 582, 584, 585, 588, 590 and 591; thence, between Notre-Dame and Saint-Laurent wards, following the same direction and the same brow of the hill, by the northwest line of lot number 593 to the prolongation of the line between lots numbers 17 and 18 of Saint-Laurent ward; thence, to the west, following the said prolongation across the cliff and Davidson's Hill to the west side of the said Davidson's Hill between lots numbers 17 and 18; thence, following the west and south sides of the said Davidson's Hill, to the northwest corner of lot number 676; thence, to the southwest following the brow of the hill, by the northwest line of lots numbers 677, 678, 679, 789, 791, 852, 853, 930, 931, 1004, 1005, 1096, 1097, 1098, 1167 and 1168, to the point of departure.

**Quartier
Villemay.**

Le quartier Villemay est délimité et borné comme suit:

En front, vers le nord-ouest, par la cité de Lévis, ligne de forme irrégulière mesurant en longueur trois mille et six centième (3.06), plus ou moins, mesure anglaise, (formée par la rue Saint-Georges depuis la limite est de la cité jusqu'au numéro 480 du quartier Notre-Dame, la ligne nord-est des lots 480, 481, chemin du gouvernement, et 482 du quartier Notre-Dame, la ligne sud-est des lots 482, 483, 494, 509, rue projetée, 510, rue Dallaire, 511, 1284, 1285, 1286, 1265,

Villemay ward is bounded as follows:

**Villemay
ward.**

In front to the northwest by the city of Lévis, a line of an irregular shape, measuring three miles and six hundredths (3.06) in length, more or less, English measure, (formed by Saint-Georges street from the eastern limit of the city as far as lot number 480 of Notre-Dame ward, the northwestern line of lots numbers 480, 481, the Government road and number 482 of Notre-Dame ward, the southeastern line of lots 482, 483, 494, 509, a projected street, 510, Dallaire street, 511,

1266, 1240, 1239, 1222, chemin Saint-Henri, 1221, la ligne sud-ouest des lots 1221, 1220, 1210, rue Saint-Georges, 1209, 1207, 1206, 1205, 1204, 1203, 1202, 1201, 1200, 1199, 1198, 1197, 1196, 1195, 1194, 1193, 1192, 1190, 1189, 1188, 1187, 1186, 1185, 1184, 1183, 1182, 1181, rue Saint-Louis, 1180, 1179, 1178, 1177, 1176, 1175, 1174, 1173, 1172, 1171, 1170, 1169, 1168 dudit quartier Notre-Dame, la ligne sud-est des lots du quartier Saint-Laurent numéros 89, 90, 91, 101, 102, 103, 109, 110, 114, 114a, 115, 117, 118, 119, 120; la ligne nord-est des lots du quartier Saint-Laurent numéros 146, rue Tibbitts, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, côte Tibbitts, la rue Saint-Georges, la ligne sud-ouest des lots 216, 217, 220, 221, 223, 224, 233 et la ligne sud-est du lot 233); vers le nord-est, par la ville de Lauzon, ligne de forme irrégulière mesurant en longueur un mille et trente-cinq centième (1.35) plus ou moins, (formée de la ligne sud-ouest des lots numéros 195, 209, 210 du village de Bienville et la ligne sud-ouest du lot numéro 97 de la paroisse Notre-Dame de la Victoire); vers le sud-ouest, par la municipalité de Saint-David de l'Auberivière, ligne droite d'une longueur de un mille et quarante-cinq centième (1.45) plus ou moins (formée de la ligne nord-est des lots numéros 3, 2, chemin public, et 1 de ladite municipalité de Saint-David de l'Auberivière); vers le sud-est, par la municipalité de Pintendre, par le trait-carré des rangs Sorosto et Coutance (ligne de forme irrégulière, mesurant en longueur deux cent cinq milles (205) plus ou moins, ligne formée de la ligne nord-ouest des lots 125, 124, 123, 122, 121, 119 route Saint-Henri, chemin de fer Kennebec, 118, 117, 115, 114, 113, route Dallaire, bornant au nord-ouest les lots 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 88, 89, 90, 103, 102, 101, 100, 99, 98 de ladite municipalité de Pintendre).

1284, 1285, 1286, 1265, 1266, 1240, 1239, 1222, Saint-Henri road, 1221, the southwestern line of lots 1221, 1220, 1210, Saint-Georges street, 1209, 1207, 1206, 1205, 1204, 1203, 1202, 1201, 1200, 1199, 1198, 1197, 1196, 1195, 1194, 1193, 1192, 1190, 1189, 1188, 1187, 1186, 1185, 1184, 1183, 1182, 1181, Saint-Louis street, 1180, 1179, 1178, 1177, 1176, 1175, 1174, 1173, 1172, 1171, 1170, 1169 and 1168 of the said Notre-Dame ward, the southeastern line of lots of Saint-Laurent ward numbers 89, 90, 91, 101, 102, 103, 109, 110, 114, 114a, 115, 117, 118, 119, 120; the northeastern line of lots of Saint-Laurent ward numbers 146, Tibbitt's street, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, Tibbitts Hill, Saint-Georges street, the southwestern line of lots 216, 217, 220, 221, 223, 224, 233 and the southeastern line of lot 233); to the northeast by the town of Lauzon, a line of irregular shape measuring one mile and thirty-five hundredths (1.35) miles more or less (formed by the southwestern line of lots 195, 209, 210 of the village of Bienville and the southwestern line of lot number 97 of the parish of Notre-Dame de la Victoire); to the southwest by the municipality of Saint-David de l'Auberivière, a straight line of one mile and forty-five hundredths (1.45) in length, more or less (formed by the northeastern line of lots numbers 3, 2, public road, and lot 1 of the said municipality of Saint-David de l'Auberivière); to the southeast by the municipality of Pintendre, by the base line of Sorosto and Coutance ranges (a line of an irregular shape, measuring two hundred and five miles (205) in length, more or less, a line formed by the northwestern line of lots 125, 124, 123, 122, 121, 119, Saint-Henri road, Kennebec Railway, 118, 117, 115, 114, 113, Dallaire road, bounded to the northwest by lots numbers 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 88, 89, 90, 103, 102, 101, 100, 99, 98 of the said municipality of Pintendre).

Division
en quar-
tiers.

13. Pour des fins électorales municipales et de représentation, la cité est divisée en quatre quartiers, savoir: le quartier Saint-Laurent, le quartier Lauzon, le quartier Villemay et le quartier Notre-Dame.

13. The city is divided into four wards for the purpose of municipal elections and representation, namely: Saint-Laurent ward, Lauzon ward, Villemay ward and Notre-Dame ward.

Division
into
wards.

Quartier
Saint-
Laurent.

Le quartier Saint-Laurent comprend le territoire suivant:

"Tout le territoire formant ledit quartier et décrit à l'article 12 ci-dessus."

Quartier
Lauzon.

Le quartier Lauzon comprend le territoire suivant:

"Tout le territoire formant ledit quartier et décrit à l'article 12 ci-dessus, et avec en plus le territoire compris dans les rues suivantes: Saint-Félix, Saint-Jean, Notre-Dame, jusqu'à la rue Saint-Joseph, Pampalon, Sainte-Marie, depuis la cime du cap jusqu'à la rue Wolfe, Henry, côté est, depuis la cime du cap jusqu'à la rue Wolfe, Wolfe, de la rue Henry aux limites est, Déziel, Fraser, côté sud, Carrier, depuis la rue Wolfe à la rue Lefrançois, Saint-Julien, Gauvreau, Sainte-Catherine, ruelle Lacroix, Saint-Joseph, côté sud, depuis la rue Carrier à la rue Monseigneur Gosselin, Monseigneur Gosselin depuis la rue Wolfe à la rue Saint-Joseph, ainsi que le territoire compris entre ces rues."

Quartier
Villemay.

Le quartier Villemay comprend le territoire suivant:

"Tout le territoire formant ledit quartier et décrit à l'article 12 ci-dessus, et qui se trouve à l'ouest de la rue Saint-Antoine, et y compris le côté ouest de ladite rue Saint-Antoine, et tout le territoire situé à l'ouest d'une ligne imaginaire partant du centre de la rue Saint-Antoine jusqu'aux limites sud de la cité, avec en plus le territoire compris dans les rues suivantes: Saint-Onésime, Napoléon, Bouchard, Saint-Augustin, Saint-Urbain, Saint-Ferdinand, Saint-Louis, de la rue Saint-Antoine aux limites ouest, Saint-Georges, de la rue Saint-Antoine aux limites ouest, Saint-Henri, et tout le territoire compris entre ces rues."

Quartier
Notre-
Dame.

Le quartier Notre-Dame comprend le territoire suivant:

"Tout le territoire formant le quartier Notre-Dame et décrit à l'article 12 ci-dessus, moins les parties qui sont par la présente loi, annexées aux quartiers Lauzon et Villemay, et tout le territoire situé dans ledit quartier Villemay et qui se trouve à l'est de la rue Saint-Antoine, et y compris le côté est de cette rue et tout le territoire situé à l'est d'une ligne ima-

Saint-Laurent ward shall comprise the following territory:

Saint-
Laurent
ward.

"All the territory forming the said ward and described in the above section 12."

Lauzon ward comprises the following territory:

Lauzon
ward.

"All the territory forming the said ward and described in the above section 12, and in addition the territory comprised in the following streets: Saint-Félix, Saint-Jean, Notre-Dame, as far as Saint-Joseph street, Pampalon, Sainte-Marie, from the brow of the hill as far as Wolfe street, Henry, east side, from the brow of the hill to Wolfe street, Wolfe, from Henry street to the eastern boundaries, Déziel, Fraser, south side, Carrier, from Wolfe street to Lefrançois street, Saint-Julien, Gauvreau, Sainte-Catherine, Lacroix lane, Saint-Joseph, south side from Carrier street to Mgr Gosselin street, Mgr Gosselin, from Wolfe street to Saint-Joseph street, as well as the territory included between such streets."

Villemay ward includes the following territory:

Villemay
ward.

"All the territory forming the said ward, described in above section 12, to the west of Saint-Antoine street, and including the western side of said Saint-Antoine street, and all the territory situated to the west of an imaginary line starting from the centre of Saint-Antoine street as far as the southern city limits, and in addition the territory comprised in the following streets: Saint-Onésime, Napoléon, Bouchard, Saint-Augustin, Saint-Urbain, Saint-Ferdinand, Saint-Louis, from Saint-Antoine street to the western boundary, Saint-Georges, from Saint-Antoine street, to the western boundary, Saint-Henri, and all the territory included between such streets."

Notre-Dame ward comprises the following territory:

Notre-
Dame
ward.

"All the territory forming Notre-Dame ward, described in above section 12, less the portions hereby annexed to Lauzon and Villemay wards and all the territory situated in the said Villemay ward and lying to the east of Saint-Antoine street, and including the eastern side of such street and all the territory situated to the east of an imaginary line starting from

ginaire partant du centre de la rue Saint-Antoine jusqu'aux limites sud de la cité."

Restric-
tion.

Les divisions ci-dessus décrites ne s'appliquant qu'aux fins électorales municipales et de représentation. Pour toutes autres fins, les quartiers subsistent tels que délimités à l'article 12 ci-dessus.

S.R.,
c. 233,
a. 4, am.
pour la
cité.

"les esti-
mateurs".

14. L'article 4 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant après le paragraphe 14°, le suivant:

"15° Les mots "les estimateurs", chaque fois qu'ils se rencontrent dans la Loi des cités et villes, signifient "l'estimateur" mentionné dans la charte de la cité de Lévis."

S.R.,
c. 233,
a. 29,
remp.
pour la
cité.

Juridic-
tion.

15. L'article 29 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"29. Lorsqu'une municipalité est bornée de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette eau, la juridiction de la corporation pour les fins de police s'étend, en face de la municipalité, jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent, si cette étendue ne forme pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville ou de village.

Idem.

Si cependant, l'eau en face de la municipalité a une largeur de plus de deux milles, cette juridiction ne peut être exercée au delà d'un mille de la rive ou rivage.

Restric-
tion.

Cependant l'article 496 du Code municipal est déclaré ne pas s'appliquer à la cité de Lévis."

S.R.,
c. 233,
a. 32,
remp.
pour la
cité.

Échevins
de nou-
veaux
quartiers.

16. L'article 32 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"32. Lorsque le nombre de quartiers de la municipalité est augmenté par la création d'un ou plusieurs quartiers à même un territoire annexé, chaque nouveau quartier est représenté par le nombre d'échevins fixé dans le règlement d'annexion, et les échevins de ces quartiers peuvent être en sus du nombre d'échevins fixés par la charte."

Saint-Antoine street as far as the southern city limits."

The above-described divisions shall apply only for the purposes of municipal elections and representation. For all other purposes, the wards shall subsist as bounded in the above section 12.

Restric-
tion.

14. Section 4 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after paragraph 14, the following:

"15. The words "the assessors", whenever they occur in the Cities and Towns Act, shall mean the "assessor" mentioned in the charter of the city of Lévis."

R.S.,
c. 233,
s. 4, am.
for city.
"the as-
sessors".

15. Section 29 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"29. Whenever a municipality is bounded on any side by navigable or other waters or by the bank or beaches of such waters, the jurisdiction of the corporation for police purposes shall extend in front of the municipality to the middle of such waters and to the islands and shoals therein found, if such territory does not already form part of a city, town or village municipality.

R.S.,
c. 233,
s. 29,
replaced
for city.

Juridic-
tion.

If, however, the waters fronting the municipality be wider than two miles, such jurisdiction shall not be exercised on more than one mile from the bank or shore.

Idem.

Nevertheless article 496 of the Municipal Code is declared not to apply to the city of Lévis."

Restric-
tion.

16. Section 32 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"32. When the number of wards in the municipality is increased by the creation of one or more wards out of an annexed territory, each new ward shall be represented by the number of aldermen fixed by the by-law of annexation, and the aldermen for such wards may be in excess of the number of aldermen fixed by the charter."

R.S.,
c. 233,
s. 32,
replaced
for city.

Aldermen
of new
wards.

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la
cité.
Compo-
sition du
conseil.

17. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**47.** Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins, dont un représente le quartier Saint-Laurent, un le quartier Villemay, deux le quartier Lauzon, et deux le quartier Notre-Dame, et qui sont élus de la manière et pour le temps prescrits par la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.
Frais de
représen-
tation.
Idem.

18. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**64.** Le maire recevra annuellement pour frais de représentation une somme de deux mille quatre cents dollars.

Les échevins recevront annuellement pour frais de représentation une somme de neuf cents dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 128,
am. pour
la cité.
Compa-
gnies ou
corpora-
tions.

19. L'article 128 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant après le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1°, le paragraphe suivant:

"*e*) Les compagnies ou corporations à fonds social, peuvent être inscrites sur la liste des électeurs et voter en leur nom par l'entremise du représentant de la compagnie, dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie doit être produite chez le greffier de la cité, le ou avant le 15 mai, et elles peuvent exercer ce droit de vote dans tous les quartiers où elles paient des taxes, et qu'elles doivent mentionner; pourvu que ce représentant, lorsqu'il est autorisé et appelé à enregistrer son vote, soit directeur ou employé de la compagnie. Lesdites compagnies doivent, dans leurs demandes à l'effet d'être inscrites sur la liste des électeurs, indiquer les quartiers où elles paient des taxes et où elles désirent exercer leur droit de vote. Ladite résolution devra servir aux fins ci-dessus jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par une autre résolution au même effet, qui devra être produite à la date ci-dessus mentionnée."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
cité.

20. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

17. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for city

"**47.** The municipal council shall consist of a mayor and six aldermen, one of whom shall represent Saint-Laurent ward, one Villemay ward, two Lauzon ward, and two Notre-Dame ward, and they shall be elected in the manner and for the time by law provided."

Compo-
sition of
council.

18. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

"**64.** The mayor shall receive annually for entertainment expenses a sum of two thousand four hundred dollars.

Entertain-
ment
expenses.

The aldermen shall receive annually for entertainment expenses a sum of nine hundred dollars."

Idem.

19. Section 128 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after paragraph *d* of subsection 1, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 128,
am. for
city.

"*e.* Joint stock companies or corporations may be entered on the voters' list and vote in their name through a representative of the company, duly authorized to that effect by a resolution, a copy whereof shall be filed with the city clerk on or before the 15th of May, and they may so vote in all the wards where they pay taxes, and which they shall mention; provided such representative is a director or employee of the company when authorized and called upon to cast his vote. The said companies shall mention, in their applications to be entered on the voters' list, the wards where they pay taxes and where they desire to exercise their right of voting. The said resolution shall serve for the above purpose until it shall be replaced by another resolution to the same effect, which shall be produced at the date above specified."

Compa-
nies or
corpora-
tions.

20. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.

Époque
de la co-
fection.

135. Chaque année, avant le premier juillet, il est fait de la manière ci-après désignée, par le greffier ou sous sa direction, une liste pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation ainsi que sur le rôle de perception de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

135. Prior to the first of July, of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
cité.
Greffier
spécial.

21. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

21. Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for city.

143. Si, le premier du mois de juillet, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié d'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside ou si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

143. If the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the first of July, the Magistrate's Court or the district judge presiding over it or, if the latter be absent or is unable to act, a district judge to whom the neighbouring district is assigned, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

Special
clerk.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
cité.
Date des
élections.

22. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

22. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans, le troisième lundi de septembre, ou si, ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, conformément aux dispositions ci-après.

173. The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the third Monday of September, or, if such day be a non-juridical day, on the next following juridical day, in accordance with the provisions hereinafter contained.

Date of
elections.

Prochaine
élection.

La prochaine élection du maire et des échevins aura lieu, le troisième lundi de septembre 1957 ou, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant.

The next general election for mayor and aldermen shall be held on the third Monday of September, 1957 or, if such day be a non-juridical day, on the next following juridical day.

Next
election.

Fonction
prolongée.

Les membres du conseil actuellement en office, ou ceux qui pourront les remplacer dans l'intervalle demeureront en fonction jusqu'à l'élection qui doit avoir lieu au mois de septembre 1957."

The members of the council actually in office, or those who may replace them in the interval, shall remain in office until the election to be held in the month of September, 1957."

Office
extended.

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.
pour la
cité.

23. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

23. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced
for city.

Secrétaire
d'élection.

"175. Dix jours au moins avant le deuxième lundi de septembre, à midi, dans l'année où l'élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection, et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer, de la même manière, un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
pour la
cité.
Avis de
l'élection.

24. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"179. Huit jours au moins avant le deuxième lundi de septembre, dans l'année où l'élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner un avis public suivant la formule 7, sous sa signature, désignant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
cité.

Date de
présen-
tation.

25. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le deuxième lundi de septembre, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date aux mêmes heures."

S.R.,
c. 233,
a. 401a,
aj. pour
la cité.

26. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 401 de la Loi des cités et villes:

Plusieurs
bureaux
de vota-
tion.

"401a. Le conseil pourra établir plusieurs bureaux de votation, pourvu qu'il ne soit pas établi plus d'un bureau par quartier, les quartiers devant servir à cette fin étant ceux qui servent à la représentation municipale, et tels que décrits à l'article 12 de la présente charte. Dans ce cas, l'avis public prescrit par l'article

Election
clerk.

"175. Ten days at least before the second Monday of September, at noon, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint, in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

24. Section 179 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179,
replaced
for city.

"179. Eight days at least before the second Monday of September, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, under his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of the election clerk."

Notice of
election.

25. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for city.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the second Monday of September, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date of
nomina-
tion.

26. The following section is added, for the city, after section 401 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 401a,
added
for city.

"401a. The council may establish several polling-stations, provided there be no more than one station established per ward, the wards for this purposes being those serving for municipal representation and described in section 12 of this charter. The public notice prescribed by section 400 shall, in such case, indicate the sta-

Several
polling-
stations.

400, devra indiquer les bureaux fixés, en indiquant aussi où voteront les électeurs de chaque quartier; dans les divers bureaux supplémentaires établis, la votation sera respectivement présidée par un échevin ou par une personne désignée par le conseil, et une personne ainsi désignée par le conseil agira comme greffier dans chacun de ces bureaux, le greffier de la cité agissant dans le bureau situé à l'hôtel de ville. Chaque greffier, autre que le greffier de la cité, prêtera serment devant le maire, un échevin ou un juge de paix, avant d'agir."

tions established, stating also where the electors of each ward shall vote. The poll in the various supplementary stations established shall be presided over by an alderman or a person named by the council, and a person so named by the council shall act as clerk in each station, the city clerk acting in the station situated in the city hall. Each clerk, other than the city clerk, shall take an oath before the mayor, an alderman or a justice of the peace, before acting."

S.R.,
c. 233,
s. 404,
remp.
pour la
cité.
Durée du
scrutin.

27. L'article 404 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

27. Section 404 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 404,
replaced
for city.

"404. La votation dure deux jours juridiques depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi. Le conseil pourra cependant, par résolution, décider que la votation se continuera le soir, de sept heures à neuf heures et demie. Telle résolution devra être adoptée au moins vingt jours avant celui fixé pour la votation, et l'avis public prescrit par l'article 400 devra alors indiquer que la votation se continuera de sept heures à neuf heures et demie du soir."

"404. The poll shall be held on two juridical days, from eight o'clock in the morning to five o'clock in the afternoon. The council may, however, by resolution, enact that the poll be continued in the evening from seven o'clock to half past nine o'clock. Such resolution must be adopted at least twenty days before the day fixed for the poll and the public notice required by section 400 shall then set forth that the poll will be continued from seven o'clock to half past nine o'clock in the evening."

Duration
of poll.

S.R.,
c. 233,
s. 405,
remp.
pour la
cité.
Scrutin
continué.

28. L'article 405 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

28. Section 405 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 405,
replaced
for city.

"405. Si, à la fin du second jour de votation, le nombre de votes requis par les articles 595, 596 et 597, selon le cas, n'a pas été enregistré, le président doit ajourner la votation pour la terminer le jour suivant, si demande lui en est faite par écrit par le maire, par un échevin ou par trois propriétaires électeurs municipaux, avant six heures de l'après-midi du même jour.

"405. If after the second day of the poll the number of votes required by sections 595, 596 and 597, as the case may be, have not been recorded, the person presiding shall adjourn the voting to conclude it on the following day, if an application to that effect be made to him in writing by the mayor, by an alderman or by three property-owners who are municipal electors, before six o'clock in the afternoon of the same day.

Voting
con-
tinued.

Idem.

Au cas où plusieurs bureaux de votation seraient établis, les pouvoirs ci-dessus d'ajournement appartiennent au président du bureau situé à l'hôtel de ville."

Where several polling-stations have been established, the above power to adjourn shall appertain to the person presiding at the station situated in the city hall."

Idem.

S.R.,
c. 233,
s. 405a,
aj. pour
la cité.

29. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 405, le suivant:

29. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 405, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 405a,
added
for city.

Représentation
au cas
d'absence.

"405a. Le maire ou la personne qui préside peut s'absenter pendant la votation, en se faisant représenter par un membre du conseil. Le greffier de la cité peut aussi se faire représenter par une personne désignée par le maire ou celui qui préside alors la votation, pourvu que la personne ainsi désignée soit déjà un officier de la cité."

"405a. The mayor or other person presiding may absent himself during the voting, provided he be represented by a member of the council. The city-clerk may also be represented by a person designated by the mayor or by the person presiding over the poll, provided the person so designated be already an officer of the city."

Repre-
sentation
in case of
absence.

S.R.,
c. 233,
a. 406,
remp.
pour la
cité.
Qualités
requis
pour
voter.

30. L'article 406 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"406. Nul n'est admis à voter, à moins qu'il n'apparaisse par le rôle d'évaluation en vigueur ou par la liste des électeurs, s'il y en a une, qu'il est un électeur municipal à titre de propriétaire foncier.

Paiement
des taxes. Il n'est pas nécessaire que ces électeurs aient payé leurs taxes municipales et scolaires.

Listes.

Dans le cas où plusieurs bureaux de votation seraient établis, le greffier de la cité préparera des listes, pour chaque quartier, des personnes ayant droit de vote, en indiquant la valeur immobilière qui apparaît au rôle d'évaluation pour chacune de ces personnes. Il certifie la liste et la remet au greffier de chaque bureau, et la votation a lieu dans chaque bureau sur cette liste. Si une personne est propriétaire d'immeubles dans différents quartiers, le greffier inscrit son nom dans la liste du quartier de sa résidence, avec indication de la valeur immobilière totale inscrite au rôle au nom de cette personne. Si une personne ne résidant pas dans la cité est entrée au rôle comme propriétaire d'immeubles dans plusieurs quartiers, le greffier inscrit son nom sur la liste devant servir au bureau de votation tenu à l'hôtel de ville."

30. Section 406 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"406. No one shall be allowed to vote, unless his name appears on the valuation roll in force, or on the electoral list if there be one, as a municipal elector and as being the owner of immoveable property.

It shall not be necessary for such electors to have paid their school and municipal taxes.

In the case where several polling-stations have been established, the city clerk shall prepare lists, for each ward, of the persons entitled to vote, indicating the immoveable value entered on the valuation roll for each person. He shall certify the list and hand same to the clerk of each station, and the poll shall be held in each station on such list. If a person is owner of immoveables in several wards, the clerk shall enter his name on the list for the ward in which he resides, indicating the total real estate value entered in the valuation roll in the name of such person. If a non-resident of the city is entered on the roll as proprietor of immoveables in several wards, the clerk shall enter his name on the list to be used at the polling-station to be held in the city hall."

R.S.,
c. 233,
s. 406,
replaced
for city.

Qualifi-
cation to
vote.

Payment
of taxes.

Lists.

S.R.,
c. 233,
a. 406a,
aj. pour
la cité.

31. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 406 de la Loi des cités et villes tel qu'édicte, pour la cité, par la présente loi:

31. The following section is added, for the city, after section 406 of the Cities and Towns Act as enacted, for the city, by this act:

R.S.,
c. 233,
s. 406a,
added
for city.

Comptage
des votes
au cas de
plusieurs
bureaux
de vota-
tion.

"406a. Si plusieurs bureaux de votation sont établis, le président de chaque bureau, à la clôture de la votation, compte les "oui" et les "non", et, dans les deux jours, il transmet au greffier de la cité un

"406a. If several polling-stations are established, the person presiding at each station shall, at the close of the poll, count the "yeas" and "nays", and, within the following two days, transmit to the

Counting
of votes
in case of
several
polling-
stations.

rapport complet de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière de chacun des votants d'après la liste qui lui a été fournie par le greffier de la cité. Ce rapport est attesté sous serment par le président et par le greffier du bureau, et tous les documents qui ont servi à la votation doivent être dans le même temps remis au greffier de la cité."

city clerk a complete report of the voting, with a statement of the value of the taxable immoveable property of each voter according to the list furnished him by the city clerk. This statement shall be sworn to by the person presiding and the poll-clerk, and all documents used at the poll shall be delivered at the same time to the city-clerk."

S.R.,
c. 233,
a. 410,
rempl.
pour la
cité.
Dépouil-
lement du
scrutin.

32. L'article 410 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

32. Section 410 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 410,
replaced
for city.

"410. A la clôture de la votation, le maire ou la personne qui a présidé, compte les "oui" et les "non", et, dans les quatre jours suivants, il soumet au conseil le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière imposable de chacun des votants d'après le rôle d'évaluation en vigueur.

"410. At the close of the poll, the mayor or person presiding shall count the "yeas" and "nays", and, within the four following days, he shall submit to the council the result of the voting together with a statement of the value of the taxable immoveable property of each voter according to the valuation roll in force.

Counting
votes.

Certificat.

Il est certifié, sous la signature du maire et du greffier, pour l'information du conseil, si la majorité requise, en nombre et en valeur immobilière imposable, approuve ou désapprouve le règlement.

It shall be certified under the signatures of the mayor and clerk for the information of the council, whether the requisite majority in number and in value of taxable immoveable property approve or disapprove of such by-law.

Certifi-
cate.

Base.

Si plusieurs bureaux de votation ont été établis, le rapport du maire au conseil sera basé sur les rapports reçus des présidents et greffiers des différents bureaux de votation.

If several polling-stations have been established, the mayor's report to the council shall be based upon the reports received from the presiding officers and clerks of the various polling-stations.

Base.

Examen.

Si le conseil désire examiner les cahiers de votation et le rôle d'évaluation, ces documents doivent être produits sur le champ."

If the council wishes to examine the poll-book and the valuation roll, they shall at once be submitted."

Examin-
ation.

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

33. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité,

33. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city,

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

a) en y insérant après le paragraphe 1°, les paragraphes suivants:

a. by inserting therein after paragraph 1 thereof, the following paragraphs:

Genre
de cons-
tructions.

"1°a Pour réglementer le genre de constructions qui pourront être érigées sur certaines rues ou parties de rues et sur tout terrain faisant front sur une place publique ou sur un parc public;

"1a. To regulate the kind of constructions which may be erected on certain streets or parts of streets and upon any land fronting on a public place or public park;

Kind of
construc-
tions.

Zonage.

"1°b Pour prohiber la construction, l'occupation et le maintien d'établissement industriel, de commerce ou de négoce quelconques dans toutes rues ou parties de rues, de manière à rendre telles rues ou parties de rues exclusivement réservées aux résidences, sans préjudice toutefois des droits acquis, et pourvu que, dans ce

"1b. To prohibit the construction, occupation and maintenance of any industrial, commercial or trading establishments in any streets or parts of streets, so as to have such streets or parts of streets exclusively reserved for residences, without prejudice however to acquired rights and provided in the latter case that any

Zoning.

dernier cas, toute industrie, commerce ou négoce déjà établi, puisse conserver sa destination ou son caractère.”;

b) en y insérant après le paragraphe 5°, le paragraphe suivant:

Ligne
de cons-
truction.

“5°a Pour établir une ligne de construction dans certaines rues, parties ou sections de rues, et sur tous terrains faisant front sur une place publique ou un parc public, et prescrire à quelle distance de ladite rue, partie ou section de rue, place publique ou parc public les maisons ou bâtisses seront érigées ou reconstruites.”;

c) en remplaçant le paragraphe 8°, par le suivant:

Clôtures.

“8° Pour forcer les propriétaires de terrains vacants ou non de la municipalité ou leurs représentants ou agents, de clore ces terrains, et pour régler le mode de construction et la hauteur des clôtures et la nature et la qualité des matériaux qui seront employés pour clôturer; les diverses prescriptions ci-dessus pourront s'appliquer à toute la cité, ou à certaines parties, suivant que le conseil déterminera, et elles pourront être différentes pour les clôtures longeant les rues, de celles qui ne les longent pas.”;

d) en y insérant après le paragraphe 16°, le suivant:

Percep-
tion
légalisée.

“16°a Les sommes perçues par la cité pour contreventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir.”

S.R.,
c. 233,
aa. 426a-
426c, aj.
pour la
cité.
Commis-
sion d'ur-
banisme.

34. Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 426 de la Loi des cités et villes:

“**426a.** Le conseil peut faire des règlements pour instituer une commission d'urbanisme ayant juridiction dans toute l'étendue du territoire de la cité. Cette commission sera composée d'au moins cinq et de pas plus de neuf membres. Tout membre peut être révoqué à volonté par le conseil, pourvu qu'au moins les deux tiers des membres du conseil soient favorables à cette révocation. Par règlement et aux conditions qu'il le jugera à propos, le conseil pourra déléguer à cette commission les pouvoirs qu'il détient en vertu de la loi touchant le zonage, le contrôle architectural, l'approbation des

industry, commerce or trade already established may retain its destination or character.”;

b. by inserting therein after paragraph 5, the following paragraph:

“5a. To establish a building line in certain streets, parts or sections of streets, and upon any land fronting on a public place or park, and prescribe at what distance from such street, part or section of street, public place or public park, houses or buildings shall be erected or rebuilt.”;

Building
line.

c. by replacing paragraph 8 thereof, by the following:

“8. To compel the owners of lands, whether vacant or not, in the municipality, or their representatives or agents, to fence in such lands, and to regulate the mode of construction and the height of such fences, and the kind and quality of the materials to be used for fences; the above various prescriptions may apply to the whole city or to certain parts thereof, as may be determined by the council, and may be different for fences along streets and for those that are not.”;

Fences.

d. by inserting therein after paragraph 16 thereof, the following:

“16a. The sums collected by the city for the violations of the municipal by-laws relating to traffic are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same.”

Collection
legalized.

34. The following sections are added, for the city, after section 426 of the Cities and Towns Act:

“**426a.** The council may make by-laws for the appointment of a town-planning commission having jurisdiction over the whole extent of the territory of the city. Such commission shall be composed of at least five and not more than nine members. Any member may be dismissed at will by the council, provided that at least two-thirds of the members of the council are in favour of such dismissal. The council, by by-law and upon such conditions as it may deem fit, may delegate to such commission the powers it holds under the law respecting zoning, architectural control, approval of

R.S.,
c. 233,
ss. 426a-
426c,
added
for city.
Town-
planning
commis-
sion.

permis de construction et toute autre matière relative à l'urbanisme. La commission aura tous les pouvoirs que possède l'inspecteur des bâtiments et tout autre officier de la municipalité, concernant les règlements de construction et de zonage et, en général, toute autre matière relative à l'urbanisme.

building permits and any other matter relating to town-planning. Such commission shall have all the powers held by the building inspector and any other officer of the municipality, with respect to the building and zoning by-laws and generally any other matter relating to town-planning.

Amendement au règlement de zonage.

"426b. Le conseil est autorisé à amender une fois les règlements de zonage et de construction actuellement en vigueur, dans les dix-huit mois de la date de la sanction de la présente loi, sans autre formalité que l'approbation de tel amendement par le ministre des affaires municipales.

"426b. The council is authorized to amend once the zoning and building by-laws presently in force, within eighteen months after the date of the sanction of this act, without any other formality than the approval of such amendment by the Minister of Municipal Affairs.

Amendement to zoning by-law.

Lots distincts.

"426c. Le conseil peut faire des règlements pour édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"426c. The council may make by-laws to enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Distinct lots.

"construction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles avec dépendances; les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur les terres en culture."

In the foregoing provision, the word "building" means a building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies; the provisions of this section shall not apply to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation."

"construction".

Règlements non invalidés.

35. Les divers règlements adoptés amendant le règlement de constructions et de réparations de la cité de Lévis, et portant le numéro 341, ne seront pas invalidés du fait que ces divers règlements modifiant ledit règlement numéro 341 n'auront pas été soumis à l'approbation des électeurs propriétaires d'immeubles dans chaque arrondissement ou zone auxquels ne seraient appliquées les modifications proposées.

35. The various by-laws adopted to amend the building and alterations by-law of the city of Lévis and bearing number 341, shall not be invalidated by the fact that such various by-laws amending the said by-law number 341 have not been submitted for the approval of the electors owning immovables in each district or zone where such intended amendments would apply.

By-laws not invalidated.

S.R., c. 233, a. 427, am. pour la cité.

36. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y insérant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

36. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by inserting after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S., c. 233, s. 427, am. for city.

Enlèvement des vidanges.

"11a. Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges par la cité. Cet enlèvement pourra se faire dans toute la cité, ou dans partie d'icelle seulement, suivant qu'il

"11a. To provide for the removal of garbage by the city. Such removal may be effected in the whole city or in parts thereof only, according to what is deter-

Garbage removal.

sera déterminé, et le conseil de la cité pourra passer, selon qu'il sera trouvé être à l'avantage des habitants de la cité, des contrats avec tout individu, société ou corporation à cette fin, et imposer une taxe spéciale pour payer le coût de cet enlèvement. Ledit conseil aura de plus, le pouvoir de faire faire cet enlèvement des vidanges au moyen d'une franchise accordée à toute personne, société ou corporation, et ce, aux taux et conditions et pour l'espace de temps qu'il jugera à propos d'établir par un règlement qui édictera cet enlèvement obligatoire dans toute la cité, ou partie de la cité seulement.

Taxe
spéciale.

La taxe spéciale prévue ne pourra être prélevée que sur des propriétés situées dans les parties de la cité où ce service a été établi.

Poubelles.

"11^b Pour décréter où seront placées les poubelles ou autres receptacles dans lesquels sont placées les vidanges ou pour pourvoir à ce que ces poubelles ou receptacles soient enlevés et mis sous couvert après que la collecte aura été faite."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Trottoirs.

37. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité,

a) en y insérant après le paragraphe 3^o, le paragraphe suivant:

"3^a Pour pourvoir à la construction, la réfection, l'entretien ou la réparation, selon le cas, et conformément aux règlements de la cité et aux frais de ceux qui y sont tenus, des trottoirs dans le cas où les propriétaires intéressés négligeraient ou refuseraient de se conformer aux ordres du conseil à ce sujet; pourvu que les travaux ne puissent être faite par la corporation; à moins qu'un avis de quinze jours ne soit donné par le greffier auxdits propriétaires. Cet avis devra être adressé ou laissé à la résidence du propriétaire s'il a sa résidence dans la cité, ou chez le locataire ou occupant de l'immeuble, si tel propriétaire ne réside pas dans la cité, et, si cet immeuble n'as pas d'occupant ou de locataire, l'avis ne sera pas nécessaire. Et si dans les quinze jours suivant l'avis, les travaux requis n'ont pas été faits, alors ces travaux pourront être faits par la corporation, qui peut s'en faire rembourser le coût par le propriétaire. Cette somme est recouvrable comme une taxe de la même manière et avec les mêmes

mined, and the city council may make, as may be deemed to be to the advantage of the inhabitants of the city, contracts with any individual, society or corporation for such purpose, and may levy a special tax to pay the cost of such removal. The council shall further have power to have such removal of garbage done by means of a franchise granted to any individual, society or corporation, at such rates and on such conditions and for such period as it may deem advisable to establish by a by-law enacting that such removal shall be obligatory, either throughout the whole city or only in part thereof.

The special tax provided for can be levied only on properties situated in parts of the city where such service shall have been established.

Special
tax.

"11^b. To prescribe where refuse cans or other receptacles containing garbage shall be placed, or to provide that such refuse cans or receptacles be removed and placed under cover after the collection has been made."

Cans.

37. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city,

a. by inserting therein after paragraph 3, the following paragraph:

"3^a. To provide for the making, re-making, maintenance or repair, as the case may be, in accordance with the city by-laws and at the cost of the persons obliged thereto, of sidewalks when the interested proprietors neglect or refuse to comply with the orders of the council in this respect; but the work cannot be done by the corporation unless fifteen days' notice be given by the clerk to the said proprietors. The notice shall be addressed to, or left at, the residence of the proprietor, if he have one in the city, or with the lessee or occupant of the immoveable if such proprietor does not reside in the city, and if there is no occupant or lessee of the immoveable, the notice shall not be necessary. If the required work has not been done within fifteen days following the notice, it may then be done by the corporation which can have the cost thereof reimbursed to it by the proprietor. The amount is recoverable as a tax and in the same manner and with the same privileges as

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Sidewalks.

privilèges que toute autre taxe imposée sur la propriété foncière dans la cité.”;

b) en ajoutant après le paragraphe 8°, les paragraphes suivants:

Service
d'égout
et d'aqueduc
requis.

“8°a Pour prohiber la construction de maisons et de bâtiments dans la cité où il n'y a pas de service d'égout et d'aqueduc, sauf relativement aux constructions sur des terres en culture;

Taxi-
mètres.

“8°b Pour obliger les propriétaires de taxis à les munir de taximètres de modèle approuvé par la cité, et pour imposer une pénalité à tout propriétaire d'un taxi non muni d'un taximètre;

Tracé
des rues.

“8°c Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds anglais;

Permis
de lotis-
sement.

“8°d Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées, montrant ou non des rues, à un officier de lotissement, et à obtenir un certificat d'approbation dit “permis de lotissement.”;

c) en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

Circula-
tion.

“11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

Enlève-
ment de
véhicule.

“11°b Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné illégalement qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne doivent pas excéder sept dollars.”

any other tax imposed on real estate in the city.”;

b. by adding after paragraph 8, the following paragraphs:

“8a. To prohibit the construction of houses and buildings in the city where there is no sewer or waterworks service, except respecting constructions on farm lands;

“8b. To compel the owners of taxis to equip their vehicles with taximeters of models approved by the city, and to impose a penalty on the owner of any taxi not equipped with a taximeter;

“8c. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out public or private streets, the distance to be left between them and the width which they must have if such width is to exceed sixty-six feet (66) English measure;

“8d. To compel the owner to submit the plans of the contemplated subdivisions, showing streets or not, to a designated officer and to obtain a certificate of approval called a “subdivision permit.”;

c. by adding, after paragraph 11, the following paragraphs:

“11a. To interrupt traffic in the streets of the city, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

“11b. To remove and tow any illegally parked vehicle which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs which shall not exceed seven dollars.”

S.R.,
c. 233,
a. 439,
remp.
pour la
cité.
Taxe
spéciale.

38. L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

“**439.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, d'égouts, puits publics, citernes ou réservoirs, usines de filtration y compris ceux actuellement construits, et de créer un fonds d'amortissement, imposer par règle-

38. Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

“**439.** The council may, by by-law, in order to meet the interest on the sums expended in the construction of waterworks, sewers, public wells, cisterns or reservoirs, filtering plants, including those now constructed, and to establish a sinking-fund, impose, on all the owners or

Sewer and
water-
works
service
required.

Taxi-
meters.

Laying of
streets.

Sub-
division
permit.

Traffic.

Removal
of vehicle.

R.S.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for city.

Special
tax.

ment, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles imposables, qu'il y ait ou non des bâtiments ou constructions sur iceux, une taxe spéciale annuelle au taux qu'il déterminera, sur la valeur cotisée de tels immeubles. Le fonds d'amortissement créé en vertu de cet article est placé et administré comme celui mentionné dans l'article 586."

occupants of taxable immoveables, whether there be any buildings or structures thereon or not, an annual special tax, at the rate to be fixed by it, on the assessed value of such immoveables. The sinking-fund created by virtue of this section shall be invested and managed in the same manner as that mentioned in section 586."

S.R.,
c. 233,
a. 442,
am. pour
la cité.

39. L'article 442 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 4°, par les suivants:

Taxe de
l'eau.

"4° Pour fixer la taxe d'eau, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 439 et pour déclarer que cette taxe sera payable par le propriétaire ou occupant de l'immeuble avec privilège sur les propriétés desservies au même titre que les autres taxes foncières, et pourra être perçu de la même façon; pour fournir des compteurs qui seront placés dans les bâtiments ou établissements, afin de compter ou mesurer la quantité d'eau qui y sera consommée, et pour fixer le prix d'eau et de la location de ces compteurs.

Remise.

Le conseil pourra faire des règlements pour pourvoir à la remise d'une partie de cette taxe spéciale dans le cas où un bâtiment sera inoccupé pendant plus de trois mois; cette remise sera proportionnée à la durée de l'inoccupation.";

Comp-
teurs.

"4°a Pour ordonner qu'il soit posé des compteurs dans certains bâtiments ou établissements désignés par le conseil, fixer le prix de l'eau au mille gallons, ce prix ne devant pas être inférieur au coût de revient comprenant les charges fixes, l'entretien et les dépenses d'administration.

Charge.

De toute façon, il sera fait une charge minimum basée sur le diamètre du tuyau d'entrée de l'eau de l'aqueduc. Cette charge minimum sera de dix dollars par mois dans le cas où le tuyau d'entrée aura un diamètre de trois quarts de pouce à un pouce, quinze dollars par mois pour un diamètre de un pouce à un pouce et demi, vingt dollars par mois pour un diamètre de un pouce et demi à deux pouces, trente dollars pour une entrée d'un diamètre de deux à trois pouces et cinquante dollars par mois pour une entrée dont le diamètre aura plus de trois pouces."

39. Section 442 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 4 thereof, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 442,
am. for
city.

"4. To establish the rate for water, in addition to the special tax mentioned in section 439, and to declare that such tax shall be payable by the proprietor or occupant of the immovable with a privilege on the properties supplied, ranking with the other real estate taxes and may be collected in the same manner; to supply meters for buildings or establishments, for counting or measuring the quantity of water used therein; and to fix the amount to be paid for the water and rent of meters.

Water
rate.

The council may make by-laws to provide for the remission of a portion of such special tax in the event of a building remaining unoccupied for more than three consecutive months; such remission shall be proportioned to the period of non-occupancy.";

Remis-
sion.

"4a. To order that meters be installed in certain buildings or establishments indicated by the council, fix the price of water per thousand gallons, such price not to be lower than the cost price including fixed charges, maintenance and expenses of administration.

Meters.

In any case, a minimum charge shall be made, based on the diameter of the water intake pipe. Such minimum charge shall be ten dollars per month if the intake pipe has a diameter of three-quarters of an inch to one inch; fifteen dollars per month for a diameter of one inch to one inch and a half; twenty dollars per month for a diameter of one inch and a half to two inches; thirty dollars for an intake of from two to three inches in diameter and fifty dollars per month for an intake of a diameter of more than three inches."

Charge.

S.R.,
c. 233,
a. 442a,
aj. pour
la cité.

40. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 442 de la Loi des cités et villes:

Remplacement
de taxes.

"442a. La taxe spéciale prévue à l'article 439 et la taxe de l'eau mentionnée au paragraphe 4 de l'article 442, pourront être remplacées par une seule taxe au taux que le conseil déterminera, basée sur la valeur locative ou annuelle des immeubles mentionnés à l'article 439, tels que portés au rôle d'évaluation en vigueur.

Paiement.

Cette taxe sera payable par le propriétaire, aux époques fixées, et sera privilégiée sur les propriétés imposées au même titre que les autres taxes foncières, et pourra être perçue de la même façon.

Remise.

Le conseil pourra faire des règlements pour pourvoir à la remise d'une partie de cette taxe spéciale, dans le cas où un bâtiment resterait inoccupé pendant plus de trois mois consécutifs; cette remise, qui ne devra pas s'appliquer à plus de quarante pour cent de la taxe, sera proportionnée à la durée de l'inoccupation."

40. The following sections is added, for the city, after section 442 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 442a,
added
for city.

"442a. The special tax prescribed by section 439 and the water-rate mentioned in paragraph 4 of section 442 may be replaced by a single water-rate to be fixed by the council, based upon the rental or annual value of the immoveables mentioned in section 439, as entered on the valuation roll in force.

Replace-
ment of
taxes.

Such tax shall be payable by the owner, at the dates fixed, and shall bear the same privilege upon the immoveables assessed as the other real estate taxes and may be collected in the same manner.

Payment.

The council may make by-laws to provide for the remission of a portion of such special tax in the event of a building remaining unoccupied for more than three consecutive months; such remission, which shall not be for more than forty per cent of the tax, shall be proportioned to the period of non-occupancy."

Remis-
sion.

S.R.,
c. 233,
a. 443,
rempl.
pour la
cité.

41. L'article 443 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Charge
fixe addi-
tionnelle.

"443. En sus des taxes autorisées par la loi, le conseil peut imposer une charge fixe additionnelle au taux qu'il déterminera, pour les établissements où il est considéré que la consommation ordinaire est excédée, dans lequel cas il peut faire des arrangements spéciaux avec les consommateurs."

41. Section 443 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 443,
replaced
for city.

"443. Over and above the taxes authorized by law, the council may impose an additional fixed charge at such rate as it may determine, for establishments in which it considers the ordinary consumption to be exceeded, for which it may make special arrangements with the consumers in such special cases."

Addi-
tional
fixed
charge.

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.

42. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité,

Sollici-
tation;

a) en y ajoutant après le paragraphe 4°, les paragraphes suivants:

"4°a Pour régler ou prohiber la sollicitation dans les rues ou places publiques de la cité;

Guides;

"4°b Pour faire des règlements pour imposer une licence sur toute personne agissant comme guide, ou comme guide historique, moyennant rémunération, dans les limites de la cité, et pour déterminer les conditions à être exigées pour l'obtention d'une telle licence."

b) en y ajoutant après le paragraphe 9°, le paragraphe suivant:

42. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city,

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
city.

a. by adding after paragraph 4 thereof, the following paragraphs:

"4a. To regulate or prohibit soliciting in the streets or public squares of the city;

Soliciting;

"4b. To make by-laws for imposing a license on all those who act as guides or historical guides for remuneration within the limits of the city and to determine the conditions upon which such license shall be obtained."

Guides;

b. by adding after paragraph 9 thereof, the following paragraph:

Cochers,
etc.

"9^a Pour limiter le nombre des permis octroyés aux cochers de place, ainsi qu'aux propriétaires d'automobiles et d'auto-taxis de louage; pour établir de quelle façon et par qui sera octroyé le nombre fixé de permis; pour limiter le nombre des voitures de louage ou d'auto-taxis de louage qui pourront stationner au poste d'attente, ce à chacun des postes d'attente qui sont ou pourraient être établis, et pour indiquer ceux qui pourront stationner à chacun de ces postes; pour réglementer la gouverne et la discipline des cochers de place et des conducteurs d'auto-taxis de louage."

"9a. To limit the number of licenses granted to hackmen and to owners of automobiles and taxicabs for hire; to establish how and by whom the number of licenses fixed shall be granted; to limit the number of vehicles for hire or of taxicabs for hire which may stand at the standing places or at each of the standing places established or to be established, and to specify those who may stand at each standing place; to regulate the conduct and discipline of hackmen and drivers of taxicabs for hire."

Hackmen,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 469a,
aj. pour
la cité.

43. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 469 de la Loi des cités et villes:

43. The following section is added, for the city, after section 469 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 469a,
added
for city.

Autobus.

"**469a.** Le conseil peut faire des règlements pour prescrire dans quelles rues les autobus circuleront et de quelles rues ils pourront être exclus; prescrire dans quels endroits pourront être établies des salles d'attente pour les passagers de ces voitures; établir des postes d'attente pour ces voitures et les rendre obligatoires; et établir les rues ou endroits où pourront arrêter ces voitures pour l'embarquement et le débarquement de leurs passagers; sauf les dispositions du chapitre 142 des Statuts refondus, 1941, concernant les véhicules automobiles et la Loi de la Régie des transports."

"**469a.** The council may make by-laws to prescribe in what streets auto-buses shall circulate and from what streets they may be excluded; to prescribe at what places waiting rooms may be established for passengers of such vehicles; to establish standing stations for such vehicles and to make the same obligatory; and to establish the streets or places where such vehicles may stop to embark or let off their passengers; subject to the provisions of chapter 142 of the Revised Statutes, 1941, respecting motor vehicles and to the Transportation Board Act."

Auto-
buses.

S.R.,
c. 233,
ss. 471a-
471e, aj.
pour la
cité.

44. Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 471 de la Loi des cités et villes:

44. The following sections are added, for the city, after section 471 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
ss. 471a-
471e,
added
for city.

Traverse
entre
Lévis et
Québec.

"**471a.** La cité de Lévis aura le pouvoir de faire tels règlements qu'elle jugera nécessaires, relativement à la traverse entre la cité de Lévis et la cité de Québec, ou autres localités, et pour imposer des pénalités contre toute personne, compagnie ou traversier qui refusera ou négligera de se conformer à ces règlements, et le revenu desdites pénalités appartiendra à la cité de Lévis. Pourvu toujours que la cité de Québec, tout en ayant le droit d'octroyer le contrat de la traverse entre Québec et Lévis, sujet aux conditions et formalités ci-après exprimées, et d'accorder une licence à cet effet pour une

"**471a.** The city of Lévis shall have power to make such by-laws as it may deem necessary respecting the ferry between the city of Lévis and the city of Québec or any other place, and for imposing penalties against any person, company or ferryman who or which shall refuse or neglect to comply with such by-laws, and the revenue from such penalties shall belong to the city of Lévis. Provided always that the city of Québec, while having the right to grant the contract for the ferry between Québec and Lévis, subject to the conditions and formalities hereinafter set forth, and to grant

Ferry
between
Lévis and
Québec.

période n'excédant pas vingt-cinq ans. soit tenue de payer à la cité de Lévis la moitié du produit ou revenu de cette licence.

a license to that effect for a period not exceeding twenty-five years, shall be bound to pay to the city of Lévis one-half of the proceeds or revenue from the said license.

Exercice
conjoint
de droit,
par
comité.

"471b. Le droit d'adopter et préparer des règlements pour mettre à effet les pouvoirs conférés par la loi à la cité de Québec et à la cité de Lévis, relativement à la traverse entre cette cité et la cité de Québec, sera exercé conjointement par leurs conseils de la manière suivante, et ce, à compter de l'expiration de tout contrat existant pour la traverse entre les deux cités; un comité conjoint, composé de trois membres choisis par le conseil de la cité de Québec, et de trois membres choisis par le conseil de la cité de Lévis, convoqué par le maire de la cité de Québec ou le maire de la cité de Lévis, ou deux membres de ce comité, dans la cité de Québec, dans un délai raisonnable d'au moins deux ans avant l'expiration du contrat actuel et l'octroi d'un nouveau contrat, aura seul le pouvoir d'adopter des règlements concernant les conditions dudit contrat, l'octroi et le prix de la licence de traverse, la fixation des taux de péage du fret et des passagers, et autres conditions que ce comité conjoint jugera à propos d'imposer.

Prési-
dence.

Ce comité sera présidé par l'un de ses membres choisi à la majorité des membres présents, et, en cas d'égalité de voix, sur le choix du président, il sera choisi par la voie du tirage au sort. Le président du comité aura droit de voter sur toutes les questions, et, au cas d'égalité de votes, il aura voix prépondérante.

Quorum.

Le quorum de ce comité sera de quatre.

Règle-
ments.

Ces règlements entreront en vigueur après avoir été approuvés par la corporation de la cité de Québec, de la manière désignée par la loi et les règlements de la cité de Québec.

Existence
du
comité.

"471c. Le comité conjoint mentionné à l'article 471b aura une existence permanente, et verra à l'exécution de tout contrat concernant la traverse entre Québec et Lévis. Les pouvoirs présentement donnés à ce comité conjoint n'auront pas

"471b. The right to make and prepare by-laws for carrying out the powers conferred by law upon the city of Québec and the city of Lévis respecting the ferry between the city of Québec and the city of Lévis shall be exercised jointly by their councils in the following manner, from the expiration of any contract existing for the ferry between the two cities; a joint committee consisting of three members chosen by the council of the city of Québec, and of three members chosen by the council of the city of Lévis, convened by the mayor of the city of Québec, or the mayor of the city of Lévis, or two members of such committee, at the city of Québec, within a reasonable delay of not less than two years before the expiration of the present contract and the granting of a new one, shall alone have power to make by-laws respecting the conditions of such contract, the granting and the price of the ferry license, the fixing of tolls, of freight and passenger rates and other conditions which the joint committee may deem advisable to impose.

Joint
exercise
of right
by com-
mittee.

Such committee shall be presided over by one of its members elected by the majority of the members present, and, in the event of the votes being equal in the selection of a chairman, he shall be selected by drawing lots. The chairman of the committee shall have the right to vote upon all questions, and, when the votes are equally divided, he shall have a casting-vote.

Presi-
dency.

The quorum of such committee shall be four.

Quorum.

Such by-laws shall come into force after having been approved by the corporation of the city of Québec in the manner indicated by law and by the by-laws of the city of Québec.

By-laws.

"471c. The joint committee mentioned in section 471b shall exist permanently and shall see to the execution of any contract respecting the ferry between Québec and Lévis. The powers now conferred on such joint committee shall not

Existence
of com-
mittee.

pour effet d'enlever auxdites cités de Québec et de Lévis leurs droits actuels. Le maire de Québec, ou le maire de Lévis, ou deux membres de ce comité conjoint auront, au besoin, le pouvoir de convoquer ledit comité.

have the effect of depriving the cities of Québec and Lévis of their existing rights. The mayor of Québec, or the mayor of Lévis, or two members of such joint committee, shall have power to call a meeting of the said committee when necessary.

Arrangements.

"471*d*. De plus, la cité de Lévis est autorisée à faire avec la corporation de la cité de Québec, des arrangements, ou un contrat, pour pourvoir à l'acquisition ou au louage, par ces corporations, de bateaux pour établir, sous leurs contrôle et administration, un service de bateaux pour la traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la cité de Québec et la cité de Lévis, pendant les espaces de temps qui pourront être convenus entre elles, et aux conditions qui pourront être établies entre elles, par règlements ou résolutions qui peuvent être adoptés par chacune d'elles respectivement, et pour tous objets se rapportant à ladite traverse.

"471*d*. The city of Lévis is furthermore authorized to enter into an agreement or contract with the corporation of the city of Québec to provide for the purchase or lease by such corporations of vessels for establishing under their control and administration a ferry service over the river St. Lawrence, between the city of Québec and the city of Lévis, during the periods of time to be agreed upon between them and on such conditions as may be stipulated between them by by-laws or resolutions to be adopted by each of them respectively and for all purposes connected with such ferry.

Agreements.

Financement.

"471*e*. Pour l'accomplissement des fins mentionnées dans l'article 471*d*, la cité de Lévis est autorisée à se procurer une somme d'argent n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars et mentionné à la charte actuelle, au moyen de l'émission de débetures ou obligations qui pourront être par elle émises de temps à autre, ou en une seule fois, de la manière qui pourra être déterminée par le conseil de ladite cité; et à créer les fonds d'amortissement qui pourront être requis pour cet objet; lesquelles débetures ou obligations pourront être faites rachetables dans trente ans, ou avant."

"471*e*. For the fulfilment of the objects set forth in section 471*d*, the city of Lévis is authorized to procure a sum not exceeding two hundred and fifty thousand dollars and mentioned in the actual charter, by means of an issue of bonds or debentures which may be issued by it from time to time or at the same time, in such manner as may be determined by the council of such city, and to create such sinking-funds as may be required for that purpose. Such bonds or debentures may be made redeemable in thirty years or sooner."

Financing.

S.R., c. 233, s. 472, am. pour la cité.

45. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité,
a) en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

45. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the city,
a. by adding after paragraph 1, the following:

R.S., c. 233, s. 472, am. for city.

Nuisances.

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher.";

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes or long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same.";

Nuisances.

b) en ajoutant après le paragraphe 3°, le suivant:

Restau-
rants am-
bulants.

"3°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité ou de toute partie d'icelle; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

S.R.,
c. 233,
aa. 481a-
481e, aj.
pour la
cité.
Budget.

46. Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 481 de la Loi des cités et villes:

"481a. Tous les ans, aussitôt que possible après la formation des comités, chaque comité prépare et soumet au conseil un état des sommes qu'il croit nécessaires, pour ses dépenses de l'année, et le comité des finances soumet en même temps un état du revenu probable de l'année. Le conseil vote ensuite les appropriations qu'il juge suffisantes à chaque comité, pour le paiement des dépenses ainsi prévues, mais il réserve un montant d'au moins cinq pour cent sur son revenu estimé comme susdit.

Dépenses
limitées.

"481b. Aucun comité ne peut dépenser au delà des sommes qui ont été mises à sa disposition par le conseil et, au cas d'insuffisance, il doit demander une appropriation additionnelle qui ne peut être accordée que sur recommandation du comité des finances.

Appro-
bation.

Aucun compte, dans tous les cas, ne sera payé sans l'approbation des membres du conseil siégeant en comité général ou du conseil.

Idem.

"481c. Aucun paiement ne pourra être fait, à même le fonds de réserve de cinq pour cent, ou le surplus du montant d'une appropriation, sans une autorisation spéciale du conseil, qui pourra toujours modifier l'emploi des sommes appropriées et les appliquer à un autre objet.

Excédent
des dé-
penses.

"481d. Il sera du devoir du conseil, au commencement de l'année qui suivra celle dans laquelle il y aura un excédent des dépenses sur les recettes, de pourvoir

b. by adding after paragraph 3, the following:

"3a. To regulate and limit the number of itinerant restaurants, or to prohibit the operating thereof within the city limits or any part thereof; to cancel their permits at any time. But in case of cancellation, the city shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit."

Itinerant
restau-
rants.

46. The following sections are added, for the city, after section 481 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
ss. 481a-
481e,
added
for city.
Budget.

"481a. Every year, as soon as possible after the committees are formed, each committee shall prepare and submit to the council a statement of the sums it considers necessary for its expenses during the year, and the finance committee shall, at the same time, submit a statement of the probable revenue of the year. The council shall afterwards vote such appropriations as it deems sufficient to each committee for the payment of the expenses so foreseen, but it shall reserve an amount of at least five per cent of its estimated revenue as aforesaid.

"481b. No committee shall spend more than the sums placed at its disposal by the council and, when such amount is insufficient, it shall ask for an additional appropriation which can be granted solely upon the recommendation of the finance committee.

Expendi-
ture
limited.

In no case shall an account be paid without the approval of the members of the council sitting in committee of the whole, or of the council.

Approval.

"481c. No payment can be made out of the reserve fund of five per cent or the balance of the amount of an appropriation without special authorization from the council, which may always alter the destination of a sum voted and apply the same to another object.

Idem.

"481d. It shall be the duty of the council at the beginning of the year following that in which there is an excess of expenditure over receipts, to provide for

Excess of
expendi-
ture.

au paiement de cet excédent, soit à même les recettes de l'année, si elles sont suffisantes, soit au moyen d'une cotisation spéciale qui sera imposée et perçue de la même manière que les taxes ordinaires.

the payment of such deficit, either out of the receipts of the year, if they be sufficient, or by means of a special assessment which shall be imposed and levied in the same manner as ordinary taxes.

Emploi de certaines sommes.

"481e. L'argent provenant de la vente d'immeubles appartenant à la cité ne pourra être employé pour d'autres fins que pour l'acquisition, la construction, l'amélioration et la réparation des propriétés immobilières, le rachat des obligations de la cité, l'achat d'effets publics du Canada ou de la province, ou obligations municipales."

"481e. The moneys derived from the sale of immoveables belonging to the city shall not be employed for any other purpose than the purchase, building, improvement or repairing of immovable property, the redemption of the city debentures, the purchase of public securities of the Province or of Canada or of municipal debentures."

Use of certain sums.

S.R., c. 233, a. 484, remp. pour la cité.

47. L'article 484 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

47. Section 484 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 484, replaced for city.

Année financière.

"484. L'année financière de la municipalité commence le premier mai et se termine le 30 avril de chaque année, et les taxes, cotisations annuelles et autres charges sont dues aux dates que la cité détermine."

"484. The fiscal year of the municipality shall begin on the first of May and end on the 30th of April of each year, and the taxes, yearly assessments and other charges shall be payable at the dates determined by the council."

Fiscal year.

S.R., c. 233, a. 523, remp. pour la cité.

48. L'article 523 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

48. Section 523 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 523, replaced for city.

Taxes sur:

"523. Le conseil peut imposer ou prélever annuellement:

"523. The council may impose and levy annually:

Tax on:

Fonds de marchandises, etc.

1° Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants et exposés en vente dans des magasins, ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tout clos ou dépôt de charbon, ou tous autres articles de commerce gardés pour la vente, — une taxe n'excédant pas dix pour cent du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété occupée pour ces fins, et inscrite au rôle d'évaluation à cet effet;

1. On the stock in trade or articles of commerce of all descriptions kept by merchants and dealers and exposed for sale in shops, or kept in vaults, warehouses or storehouses; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber; and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, — a tax of not more than ten per cent of the rental or annual value of the property occupied for such purposes, as entered on the valuation roll therefor;

Stock in trade, etc.

Locataires.

2° Sur tout locataire payant loyer dans la municipalité, une taxe n'excédant pas huit centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation."

2. On all tenants paying rent in the municipality, a tax of not more than eight cents in the dollar on the amount of their rent or of the annual value of the property as entered on the valuation roll."

Tenants.

S.R., c. 233, a. 523a, aj. pour a cité.

49. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 523 de la Loi des cités et villes:

49. The following section is added, for the city, after section 523 of the Cities and Towns Act:

R.S., c. 233, s. 523a, added for city.

Occupants.

"523a. Toute personne occupant une propriété ou partie de propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire, est tenue au paiement de la taxe visée au paragraphe 2° de l'article 523, en prenant pour base de la taxe la valeur annuelle de la propriété.

Privilege.

Ladite taxe imposée en vertu du paragraphe 2° de l'article 523 pourra cependant être réclamée du propriétaire de l'immeuble loué ou occupé, avec privilège sur l'immeuble, au même rang que la taxe sur la propriété foncière.

Subrogation.

La propriétaire qui aura payé la taxe ci-dessus pour le locataire ou l'occupant, sera, de plein droit et sans aucune réserve, subrogé et substitué aux droits et privilèges de la corporation contre tel locataire ou occupant, pour le recouvrement par action de dette, devant toute cour compétente, de ce qu'il a ainsi payé, en capital, intérêt et frais.

Réclamation au cas de faillite.

Mais au cas de faillite ou d'insolvabilité du locataire ou de l'occupant, et de distribution judiciaire de ses biens, la corporation aura droit de réclamer ce qui lui est dû sur l'actif mobilier du failli, de même que si elle n'avait aucun recours en garantie contre le propriétaire en vertu de cette loi."

S.R., c. 233, s. 526a, aj. pour la cité.

50. Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 526 de la Loi des cités et villes:

Taxe sur banques.

"526a. Nonobstant les dispositions de l'article 526, le conseil est autorisé à imposer une taxe annuelle n'excédant pas trois cents dollars sur toute banque à charte fédérale ou sur toute succursale ou agence de telle banque établie dans ses limites, et y faisant affaires.

Application.

Le présent article s'applique au règlement intitulé "Règlement numéro 197 pour modifier et refondre le règlement concernant les finances et l'imposition de taxes", adopté par le conseil de la cité de Lévis le 2 avril 1918.

Réclamation contre agent ou agence.

"526b. Dans tous les cas où le conseil est autorisé par la loi à imposer une taxe ou des taxes sur l'agence ou l'agent de toute personne, compagnie ou société quelconque, constituée en corporation ou non, faisant ou exerçant à Lévis un com-

"523a. Every person occupying a property or part of a property whereof he is neither owner or tenant, is liable for the payment of the tax mentioned in paragraph 2 of section 523, taking as the basis of the tax the annual value of the property.

Occupants.

The said tax imposed under paragraph 2 of section 523 may, however, be claimed from the owner of property leased or occupied with a privilege upon the immoveable holding the same rank as the tax upon immoveable property.

Privilege.

The proprietor who has paid the above tax for the tenant or occupant shall, *pleno jure* and without reserve, be subrogated and substituted in the rights and privileges of the corporation against such tenant or occupant for the recovery, by an action for debt before any competent court, of whatever he shall have so paid, in principal, interest and costs.

Subrogation.

But, in the event of the bankruptcy or insolvency of the tenant or occupant and the judicial distribution of his property, the corporation shall have the right to claim what is due to it upon the moveable assets of the bankrupt, as if the corporation itself had no recourse in warranty against the proprietor under this act."

Claim in case of bankruptcy.

50. The following sections are added, for the city, after section 526 of the Cities and Towns Act:

R.S., c. 233, s. 526a, added for city.

"526a. Notwithstanding the provisions of section 526, the council is authorized to impose an annual tax of not more than three hundred dollars on every federally chartered bank or branch or agency of such bank established within its boundaries and there doing business.

Tax on banks.

This section shall apply to the by-law entitled "By-law number 197, to amend and consolidate the by-law respecting the finances and imposition of taxes", adopted by the council of the city of Lévis on the 2nd April, 1918.

Application.

"526b. In all cases where the council is authorized by law to impose a tax or taxes upon an agency or agent of any person, company or partnership, whether incorporated or not, doing and carrying on any trade or business or banking or

Claim against agency or agent.

merce ou négoce quelconque, ou toute opération de banque, ou opération commerciale, telles taxes ou taxe peuvent être réclamées ou poursuivies de la manière ci-dessus dite, contre l'agence ou l'agent de telle personne, compagnie ou société en ladite cité."

S.R.,
c. 233,
a. 527a,
aj. pour
la cité.

51. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 527 de la Loi des cités et villes:

Pas de
nouvelle
taxe au
cas de
vente.

"527a. Le conseil peut, par règlement, décréter que, dans le cas de vente ou transport, pendant une année en cours, d'un établissement pour lequel la taxe prévue aux articles 526 et 527 a été payée, il ne sera pas exigé de taxe du nouvel acquéreur pour ladite année, et qu'une licence ou permis sera émis pour la balance de l'année, sans nouvelle charge."

S.R.,
c. 233,
a. 534a,
aj. pour
la cité.

52. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 534 de la Loi des cités et villes:

Subro-
gation.

"534a. Sauf les dispositions de l'article 533, quiconque n'étant pas débiteur, paie une taxe municipale ou scolaire, foncière ou personnelle, générale ou spéciale, ou la taxe d'eau due par un tiers, avec le consentement par écrit de ce dernier, est subrogé de plein droit aux privilèges de la municipalité sur les biens meubles et immeubles du débiteur, et peut recouvrer de lui le montant des taxes qu'il a ainsi payées. Cette subrogation n'a d'effet que si le reçu donné par le trésorier de la municipalité, qui est tenu d'émettre tel reçu, comporte que le paiement a été fait par un tiers pour le débiteur.

Consen-
tement.

Ce consentement du débiteur n'est pas nécessaire si le tiers faisant le paiement est déjà créancier hypothécaire ou privilégié sur les immeubles pour lesquels les taxes sont dues."

S.R.,
c. 233,
a. 538,
remp.
pour la
cité.
Rôle
spécial.

53. L'article 538 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"538. Il est du devoir du trésorier de faire un rôle spécial de perception chaque fois qu'une taxe spéciale a été

commercial operations in Lévis, such tax or taxes may be claimed or sued for, in the manner aforesaid, against the agency or agent of such person, company or partnership in the said city."

51. The following section is added, for the city, after section 527 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 527a,
added
for city.

"527a. The council may enact, by by-law, in the case of sale or transfer, during the year, of an establishment for which the tax provided in sections 526 and 527 has been paid, that no tax shall be demanded for that year from the new purchaser, and that a license or permit be issued for the balance of the year, without additional charge."

No new
tax in
case of
sale.

52. The following section is added, for the city, after section 534 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 534a,
added
for city.

"534a. Saving the provisions of section 533, any person, not being the debtor, who pays a municipal or school, real estate or personal, general or special tax, or the water-rates for a third party, with the consent in writing of the latter, is of right subrogated in the privileges of the municipality on the moveable and immoveable property of the debtor and may recover from him the amount of taxes so paid. Such subrogation shall be of no effect unless the receipt given by the treasurer of the municipality who is bound to issue such receipt states that the payment was made by a third party for the debtor.

Subro-
gation.

The consent of the debtor is unnecessary if the third party who makes the payment is already an hypothecary or privileged creditor on the immoveables for which the taxes are due."

Consent.

53. Section 538 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 538,
replaced
for city.

"538. The treasurer shall make a special collection roll whenever any special tax has been imposed, after the

Special
roll.

imposée après la confection du rôle général ou chaque fois qu'on en reçoit l'ordre du conseil. Ce rôle spécial n'existe séparément que jusqu'à la confection d'un nouveau rôle général, et il doit alors être compris dans le rôle général nouveau préparé suivant la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 539,
remp.
pour la
citée.
Taxes
scolaires.

54. L'article 539 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**539.** Si le conseil a ordonné, par résolution, la perception des taxes scolaires en même temps et de la même manière que les taxes municipales, l'estimateur porte au rôle général de perception le montant de ces taxes, lesquelles sont perçues par le trésorier et remises par ce dernier au secrétaire-trésorier des écoles; dans ce cas les poursuites en recouvrement de taxes doivent être intentées par la corporation municipale."

S.R.,
c. 233,
a. 540,
remp.
pour la
citée.
Avis de
dépôt du
rôle.

55. L'article 540 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**540.** Lors de la confection d'un rôle spécial de perception, le trésorier, après l'avoir complété, donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle spécial a été complété et est déposé à son bureau, et requiert toutes les personnes, tenues au paiement des sommes y mentionnées, d'en payer le montant à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la publication de cet avis."

S.R.,
c. 233,
a. 572a,
remp.
pour la
citée.
Enchère
par la
citée.

56. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 572 de la Loi des cités et villes:

"**572a.** Dans toute vente par autorité de justice ou sous l'empire de la Loi de faillite du Canada, d'immeubles situés dans la cité et sur lesquels il lui est dû des taxes municipales, la cité peut enchérir et acquérir par l'entremise du maire ou d'une autre personne, sur autorisation du conseil.

Montant. L'enchère et l'acquisition ne doivent cependant pas être faites pour un montant excédant de dix pour cent le total des

making of the general collection roll, or whenever he is ordered so to do by the council. Such special roll shall exist as a separate roll, only until the preparation of the new general roll, and it must then be included in the new general roll made according to law."

54. Section 539 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 539,
replaced
for city.

"**539.** If the council has ordered, by resolution, that the collection of school taxes be made at the same time and in the same manner as municipal taxes, the assessor shall enter in the general collection roll the amount of such taxes, and the treasurer shall collect them and remit them forthwith to the secretary-treasurer of schools. In such case actions to recover taxes are to be taken by the municipal corporation."

School
taxes.

55. Section 540 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 540,
replaced
for city.

"**540.** When a special collection roll is prepared, the treasurer, after having completed it, shall give public notice announcing that the special roll has been completed and is deposited in his office, and requiring all persons, bound to pay the sums therein mentioned, to pay the same at his office, within the twenty days following the publication of such notice."

Notice of
deposit
of roll.

56. The following section is added, for the city, after section 572 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 572a,
added
for city.

"**572a.** In every sale by authority of justice, or under the Bankruptcy Act of Canada, of immoveable property situated in the city, and upon which any municipal taxes are due, the city may bid upon and purchase such property, through the mayor or any other person, upon the authorization of the council.

Bidding
by city.

No such bid or purchase may be made, however, for an amount of more than ten per cent of the total of the claims having

Amount.

créances préférables à celle de la cité et des taxes.

Païement. Le prix d'acquisition est payé à même les fonds généraux de la cité non appropriés.

Vente. Les immeubles ainsi acquis par la cité doivent être vendus, soit à l'enchère ou par vente privée, selon que le conseil le décrète par résolution, dans les deux années qui suivent la date de l'acquisition. Le ministre des affaires municipales peut cependant prolonger ce délai, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes."

S.R., c. 233, a. 604, remp. pour la cité. **57.** L'article 604 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Emprunts temporaires par billets.

"604. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la municipalité peut, en attendant la perception des taxes générales et spéciales et du prix de l'eau, contracter des emprunts par billets, pour une période de temps n'excédant pas l'exercice financier alors en cours, sur simple résolution du conseil et sans être tenue d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants ainsi empruntés ne doivent cependant excéder, en aucun temps, quarante pour cent des recettes ordinaires de l'année précédente."

S.R., c. 233, a. 606, remp. pour la cité. **58.** L'article 606 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Propriétés non sujettes à expropriation.

"606. Le conseil ne peut prendre, par voie d'expropriation, les propriétés suivantes:

1° Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage;

2° Celles occupées par le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial;

3° Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemin de fer et des fabriques;

4° Les édifices occupés par des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, les terrains sur lesquels ces édifices sont érigés, ainsi

a preference over the claim of the city, and of the taxes.

The purchase price shall be paid out of the general unappropriated funds of the city.

The immovable property so acquired by the city must be sold, either at auction or private sale, as the council by resolution decides, within two years from the date of the purchase. The Minister of Municipal Affairs may, however, extend such delay, on application by the council, for any reasons he may deem sufficient."

57. Section 604 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 604, replaced for city.

"604. Notwithstanding the provisions of this subdivision, the municipality may, pending the collection of the general and special taxes and of the water-rate, on mere resolution of the council and without being bound to obtain the approval of the electors who are property-owners or of the Lieutenant-Governor in Council, contract loans, by means of notes, for a period not exceeding the then current fiscal year, to an amount not exceeding, at any time, forty per cent of the ordinary revenue collected in the preceding year."

Borrowing on notes.

58. Section 606 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 606, replaced for city.

"606. The council may not expropriate the following properties:

Properties not subject to expropriation.

1. Property belonging to Her Majesty, or held in trust for her use;

2. Property occupied by the Federal or Provincial Government;

3. Property held or occupied by railway companies or fabriques;

4. Buildings occupied by religious, charitable or educational institutions or corporations for the purposes for which they were established, the lands upon which such buildings are erected, as well

que les terrains contigus à ces édifices et occupés comme cours de récréation;

5° Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs dépendances."

S.R.,
c. 233,
a. 610,
remp.
pour la
cité.
Recouvre-
ment des
amendes.

59. L'article 610 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**610.** Les amendes imposées par les règlements du conseil ou par les dispositions de cette loi sont recouvrables devant la Cour de magistrat ou la Cour des sessions, ou le juge de district dans les limites duquel elles ont été encourues, ou devant un juge de paix résidant dans la municipalité, s'il y en a un, sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine, dans le district, ou devant la Cour municipale de la cité, s'il y en a une."

S.R.,
c. 233,
a. 613,
am. pour
la cité.
Poursuite.

60. L'article 613 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La cité, de même que tout contribuable de la cité, aura le droit de poursuivre par action de dette, devant toute cour compétente, le recouvrement de toutes amendes ou pénalités encourues pour infraction aux règlements de la cité de Québec, concernant la traverse entre Québec et Lévis."

Disposi-
tions non
appli-
cables.

61. Les articles 106 et 107 et les articles 485 à 515 inclusivement de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la cité de Lévis.

Bureau
de coti-
sation.

62. Il sera établi un bureau spécial appelé "bureau de cotisation", composé du maire, du président du comité des finances, et d'un officier permanent appelé estimateur; ce dernier sera choisi par le conseil et il ne pourra être démis de ses fonctions que sur un vote comportant la majorité absolue d'icelui en faveur de sa démission.

Devoirs
de l'esti-
mateur.

63. L'estimateur remplit, en plus des devoirs qui lui sont attribués par la loi, tous les autres devoirs qui peuvent lui être attribués par le bureau de cotisation. Il exerce tous et chacun des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente

as lands adjoining such buildings and occupied as recreation grounds;

5. Cemeteries, bishops palaces, parsonages and their dependencies."

59. Section 610 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 610,
replaced
for city.

"**610.** Fines imposed by the by-laws of the council or by the provisions of this act shall be recoverable before the Magistrate's Court or Court of Sessions, before the district judge in the district within the limits of which they have been incurred or before a justice of the peace, if there be one, residing in the municipality, if not, before any justice of the peace residing in a neighboring municipality in the district, or before the Municipal Court of the city, if any."

Recovery
of fines.

60. Section 613 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto the following paragraph:

"The city as well as any ratepayer of the city shall have the right to sue by action for debt before any competent court for the recovery of any fines or penalties incurred through the infringement of the by-laws of the city of Québec, respecting the ferry between Québec and Lévis."

R.S.,
c. 233,
s. 613,
am. for
city.
Prose-
cution.

61. Sections 106 and 107 and sections 485 to 515 inclusively of the Cities and Towns Act shall not apply to the city of Lévis.

Provisions
not to
apply.

62. A special board shall be established called the "assessment board", and shall consist of the mayor, the chairman of the finance committee and of a permanent officer called the assessor. The latter shall be chosen by the council, and cannot be dismissed from office except upon the vote of the absolute majority thereof in favour of his being dismissed.

Assess-
ment
board.

63. In addition to the duties conferred upon him by law, the assessor shall fulfil all other duties which the assessment board may attribute to him. He shall exercise each and every power conferred upon him by this act or any

Duties of
assessor.

loi, ou par toute autre loi, ou par les règlements du bureau de cotisations.

Serment. Avant d'entrer en fonction, l'estimateur doit prêter un serment d'office devant le maire ou le greffier de la cité.

other law or by the regulations of the assessment board.

Before entering into office, the assessor shall take the oath of office before the mayor or the city clerk.

Remplacement.

64. Dans le cas de maladie, d'absence ou d'incapacité d'agir de l'estimateur, le conseil peut nommer une personne compétente pour le remplacer, et celle-ci est revêtue de tous les pouvoirs et soumise à toutes les obligations de l'estimateur durant le temps de cette maladie, absence ou incapacité d'agir. Le conseil peut accorder une rémunération à cette personne.

64. In the event of the assessor's illness, absence or inability to act, the council may appoint a competent person to replace him and the latter shall be invested with all the powers and subject to all the obligations of the assessor during the time of such illness, absence or inability to act. The council may grant such person a remuneration.

Assistants.

65. L'année de la confection du rôle, s'il le juge à propos, le conseil peut, par simple résolution, nommer deux assistants à l'estimateur et fixer leur rémunération; ces assistants sont nommés pour le temps que dure la confection du rôle.

65. In the year in which the roll is prepared the council may, if it deems it expedient, by mere resolution, appoint two assistants to the assessor and fix their remuneration; such assistants are appointed for the time required for the preparation of the roll.

Pouvoirs.

66. Les assistants exercent, sous la surveillance et la direction de l'estimateur et celle du bureau de cotisation dont, cependant, ils ne font pas partie, tous les pouvoirs conférés à l'estimateur, et sont soumis à toutes les obligations qui sont imposées à celui-ci.

66. The assistants shall have, under the supervision and direction of the assessor and of the assessment board, of which, however, they shall not be members, all the powers granted to the assessor and shall be subject to all the obligations imposed upon him.

Experts.

67. Le conseil pourra, par résolution, adjoindre des experts à l'estimateur et aux assistants, en vue de conseiller et d'aider ces derniers, à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la cité et de certaines catégories d'iceux.

67. The council may, by resolution, provide the assessor and assistants with experts with a view of counselling and helping them to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the city or of certain categories of such property.

Rôle sur fiches, etc.

Le conseil de la cité peut ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales de l'estimateur.

The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the assessor.

Usage de fiches non changées.

Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles, sous les initiales de l'estimateur.

When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the assessor.

Certificat.

Un certificat à l'effet d'identifier lesdites fiches ou feuilles mobiles et d'attester la véracité des inscriptions et initiales qui

A certificate identifying the said index-cards or loose leaves and certifying the correctness of the entries and initials

s'y trouvent devra être signé par l'estimateur et par le greffier ou le secrétaire de l'estimateur, et tel certificat équivaldra à l'attestation prévue par l'article 493.

appearing thereon must be signed by the assessor and by the clerk or the secretary of the assessor, and such certificate shall be equivalent to the attestation contemplated in section 493.

Greffier
du bureau
de coti-
sation.

68. Le greffier de la cité, ou, en son absence, une personne nommée par le bureau de cotisation, agit comme greffier du bureau de cotisation. Sur l'ordre du maire, ou, en son absence, à la demande de deux autres membres dudit bureau, il convoque les assemblées du bureau de cotisation, pour l'exercice des pouvoirs conférés à ce dernier. Deux membres dudit bureau formeront un quorum.

68. The city clerk or, in his absence, a person appointed by the assessment board, shall act as clerk of the assessment board. On orders from the mayor, or, in his absence at the request of two other members of the said board, he shall convene the meetings of the said board for the purpose of exercising the powers conferred upon the latter. Two members of the board shall form a quorum.

Clerk of
assess-
ment
board.

Devoirs
du bu-
reau.

69. Le bureau de cotisation règle et détermine les époques auxquelles l'estimateur de la cité commence la confection ou la revision du rôle, suivant le cas, la manière dont il remplit ses devoirs, les périodes auxquelles il fait ses rapports, le temps et la manière dont il les corrige en ajoutant les noms de toutes personnes omises, ou venant demeurer dans la cité après qu'ils sont faits, ou qui deviennent assujetties au paiement d'une cotisation, taxe ou droit quelconque, ou en retranchant les noms de celles qui cessent d'y être assujetties, en aucun temps, après que ses rapports généraux auront été faits.

69. The assessment board shall regulate and determine the time when the city assessor shall begin the making or revision of the roll, as the case may be, the manner in which he shall perform his duties, the periods within which he shall make his returns, when and how he shall correct the same, by adding the names of any persons omitted or coming to reside in the city after the same are made or who become liable for any assessment, tax or duty, or by striking out the names of those who cease to be liable therefor, at any time, after his general reports have been made.

Duties of
board.

Évalua-
tion.

70. Il est du devoir du bureau de cotisation de faire faire par l'estimateur, et les assistants, si tels assistants ont été nommés, tous les trois ans, au temps et de la manière ordonnés par lui, l'évaluation des biens immobiliers suivant leur valeur réelle.

70. The assessment board shall cause to be made by the assessor and his assistants, if such assistants have been appointed, every three years, at the time and in the manner ordered by it, a valuation of the immoveable property, according to its real value.

Valua-
tion.

Idem.

L'estimateur fait pareillement et en même temps l'évaluation de la valeur annuelle de ces biens, et l'inscrit au rôle dans une colonne distincte.

The assessor shall also, at the same time, make the valuation of the annual value of such property, and enter it in the roll in a separate column.

Idem.

Idem.

Il fait aussi l'estimation de la valeur annuelle des propriétés occupées pour fins du paragraphe 1^o de l'article 523 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par la présente loi.

He shall also make the valuation of the annual value of property occupied for the purposes of paragraph 1 of section 523 of the Cities and Towns Act as replaced, for the city, by this act.

Idem.

Loca-
taires et
loyers.

Il entre aussi sur le rôle les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux.

He shall also enter in the roll the names of all tenants and the amount of annual rent paid by each of them.

Tenants
and rents.

Prochain
rôle.

Le prochain rôle pour la cité sera fait conformément à la loi pendant la présente année fiscale. Si, toutefois, le 30 avril

The next roll, for the city, shall be made in conformity with law during the present fiscal year. If, however, on the

Next roll.

1957, le rôle n'était pas encore homologué, il devra l'être dans les trois premiers mois de l'année fiscale 1957-58. Les taxes pour ladite année fiscale 1956-57 seront prélevées par la cité d'après le prochain rôle à être ainsi fait, et le rôle suivant sera fait pendant l'année fiscale 1959-60.

30th of April, 1957, the roll was not yet homologated, it shall be homologated within the first three months of the fiscal year 1957-58. The taxes for the said fiscal year 1956-57 shall be levied by the city according to the next roll to be so made, and the roll following the latter shall be made during the fiscal year 1959-60.

Durée. Le rôle préparé pendant l'année fiscale 1955-56 restera en vigueur jusqu'à la confection du prochain rôle, sujet à toute revision, modification, correction, addition ou changement prévus par la présente loi. Cette disposition s'applique aux causes pendantes, sauf quant aux frais.

Duration. The roll prepared in the fiscal year 1955-1956 shall remain in force until the making of the next roll, subject to any revision, amendment, correction, addition or alteration provided for by this act. This provision shall apply to pending cases, save as to costs.

Entrées au rôle. **71.** L'estimateur entre dans le rôle tous les autres renseignements demandés par le bureau de cotisation ou le conseil.

Entries in roll. **71.** The assessor shall enter upon the roll all other information required by the assessment board or the council.

Entrées aux livres. **72.** L'estimateur doit entrer dans ses livres les noms de tous les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles, avec désignation de la valeur réelle, de la valeur locative ou du loyer, suivant le cas, de chaque immeuble ou partie d'immeuble occupé séparément, et ce, même si tel propriétaire, locataire ou occupant ne paie pas de taxe à la cité.

Entries in books. **72.** The assessor shall enter in his books the names of every owner, tenant or occupant of an immovable, with a statement of the real value, the leasing value or the rent, as the case may be, of each immovable or part thereof separately occupied, and this even if such owner, tenant or occupant pays no taxes to the city.

Estimation de loyer. **73.** Lorsque le loyer convenu pour une propriété n'en représente pas la valeur annuelle, l'estimateur porte au rôle la valeur annuelle véritable qui seule sert de base à l'imposition de la taxe sur les locataires et occupants.

Valuation of rent. **73.** When the rent agreed upon for a property does not represent the annual value, the assessor shall enter on the roll the real annual value, which alone shall serve as a basis for the imposition of the tax on tenants and occupants.

Immeubles imposables. **74.** Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes les améliorations qui y sont faites, et spécialement les lignes de téléphone, de télégraphe, de transmission d'énergie électrique pour fins d'éclairage, de force motrice ou de chauffage et leurs accessoires y compris les pilones, poteaux et leurs supports, mais ne comprennent pas les machineries et leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires.

Taxable immovables. **74.** The taxable immovables in the municipality shall comprise lands, constructions and workshops erected thereon and all improvements made thereto, and particularly telephone, telegraph, electric power transmission lines for lighting, motor power or heating purposes and their accessories including towers, posts and their supports but shall not comprise the machinery and its accessories, placed in the workshops and used for their operation, whoever may be the owner of such machinery and accessories.

Valeur au rôle. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire.

Value in roll. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner.

État par
compa-
gnies de
chemins
de fer.

75. Les compagnies de chemin de fer qui possèdent des biens fonds dans la municipalité doivent transmettre au bureau du conseil, au mois de mai de chaque année, un état désignant la valeur réelle de leurs propriétés immobilières, dans la municipalité, autres que le chemin, et aussi la valeur réelle du terrain occupé par le chemin, estimée d'après la valeur moyenne des terrains avoisinants, sans égards aux terrassements ni aux rails et ponts servant aux chemins.

Communi-
cation
à l'esti-
mateur.

Cet état doit être communiqué à temps à l'estimateur par le greffier. Néanmoins, l'estimateur peut fixer une autre valeur que celle mentionnée dans l'état, et, dans ce cas, il doit transmettre un avis au bureau principal de la compagnie dans la province.

Immeu-
bles pos-
sédés par
indivis.

76. Quand l'estimateur évalue un immeuble possédé par indivis ou dont le partage n'est pas enregistré au bureau d'enregistrement, il lui est permis de l'inscrire sous le nom de l'un des copropriétaires, ou comme appartenant à la succession d'un tel, selon le cas; et les cohéritiers, s'il s'agit d'une succession, ou le copropriétaire, ainsi nommés, suivant le cas, sont tenus de payer la taxe, sauf leur recours contre toute autre personne sujette à ce paiement.

Proprié-
taire
inconnu.

77. Si le propriétaire d'un terrain est inconnu, l'estimateur inscrit le mot "inconnu" dans la colonne des noms des propriétaires, en regard de la désignation de ce terrain.

Immeuble
semi-
loué.

78. Si un immeuble est occupé, partie par son propriétaire et partie par des locataires, l'estimateur détermine le montant de l'évaluation pour la partie de l'immeuble qu'il occupe, en se basant sur le loyer ou sur la valeur locative que la partie qu'il occupe pourrait rapporter, comparée à la partie ou aux autres parties louées.

Maisons
à loge-
ments ou
bureaux.

79. Les propriétaires de maisons contenant plusieurs logements ou bureaux, dans la cité, sont tenus de fournir par écrit à l'estimateur qui en fait la demande, une liste complète de leurs locataires ou occupants et des sommes payées par chacun d'eux pour le loyer ou l'occupation

75. Railway companies which possess immovable property in the municipality shall transmit to the office of the council, in May in each year, a return showing the actual value of their immovable property in the municipality, other than the road, and also the actual value of the land occupied by the road, estimated according to the average value of neighboring lands without regard to the grading, rails or bridges used for the road.

Return
by rail-
way com-
panies.

Such return must be communicated to the assessor by the clerk in due time. Nevertheless, the assessor may fix another value than that mentioned in the return, and in such case shall forward a notice to the head office of the company in the Province.

Communi-
cation
to asses-
sor.

76. When the assessor values immovable property possessed in undivided shares or the partition whereof has not been registered in the registry office, he may designate such property under the name of one of the co-owners, or as belonging to the estate of such a one, according to the circumstance; and the co-heirs, in the case of a succession, or co-owner, so named, as the case may be, shall be held to pay the tax, saving their or his recourse against any other person liable therefor.

Property
possessed
in un-
divided
shares.

77. If the owner of any lot of land be unknown, the assessor shall insert the word "unknown" in the column of names of owners, opposite the description of such lot of land.

Unknown
owner.

78. If an immovable is occupied partly by the owner and partly by tenants, the assessor shall determine the amount of the valuation for the portion of the immovable occupied by him, by taking as a basis the rent or the leasing value of the portion occupied by him as compared with the portion or portions leased.

Immove-
ables
partly
rented.

79. Proprietors of houses containing several lodgings or offices, in the city, shall furnish the assessor in writing, when thereunto required, with a full list of their tenants or occupants and the amounts paid by each of them for the rent or occupation of such lodgings or offices.

Houses
contain-
ing lod-
gings or
offices.

de ces logements ou bureaux. Et tout propriétaire qui refuse de donner une liste, ou qui, sciemment, donne une liste fausse ou incorrecte, encourt une amende n'excédant pas vingt dollars.

Every such proprietor who refuses to give such list, or who knowingly gives a false or incorrect list, shall incur a penalty of not more than twenty dollars.

Magasins, etc.

80. Toute personne tenant magasin, boutique, manufacture, agence, hôtel ou bureau d'affaires quelconque, dans la cité, et ayant des employés, est tenue à fournir par elle-même, son ou ses agents, par écrit, à l'estimateur de la cité, lorsqu'elle en est requise, une liste complète desdits employés, mentionnant le lieu de leur résidence; et toute personne ci-dessus désignée qui refuse de donner cette liste, ou qui sciemment donne une liste fausse ou incomplète, encourt une amende n'excédant pas vingt dollars.

80. Every person keeping a store, shop, factory, agency, hotel or business office of any kind in the city, and having employees, shall, himself or through his agents, furnish the city assessor in writing, when thereunto required, with a full list of the said employees, mentioning the place of their residence; and every person above mentioned who refuses to give such list or who knowingly gives a false or incomplete list shall incur a penalty of not more than twenty dollars.

Stores, etc.

Renseignements à donner.

81. Toute personne imposable à raison de son emploi, profession ou genre d'affaire, et tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bien ou objet imposable, sont tenus de répondre correctement aux questions qui leur sont faites à ce sujet par l'estimateur, et de donner tous les renseignements possibles et nécessaires.

81. Every person who is subject to taxation on account of his employment, profession or business, and every proprietor, tenant or occupant of any assessable property or object, shall be obliged to answer correctly all questions put by the assessor upon this subject and to give all necessary and possible information.

Information to be given.

Peine pour refus de répondre.

Si ces personnes refusent de répondre aux questions qui leur sont faites ou si elles donnent sciemment des réponses inexactes, elles sont passibles d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

If any such person refuse to answer the questions put to him, or if he knowingly give incorrect answers, he shall be liable to a fine of not more than twenty dollars.

Penalty for refusal to answer.

Listes des locataires ou occupants.

82. Les propriétaires de maisons habitées par des locataires dans la cité, sont tenus de fournir par écrit à l'estimateur, le premier mai de chaque année, une liste complète de leurs locataires ou occupants et des sommes payées par chacun d'eux pour le loyer ou l'occupation de ces logements ou bureaux. Les propriétaires seront également obligés de donner avis par écrit lors du départ ou de l'arrivée d'un locataire.

82. Proprietors of houses occupied by tenants in the city, shall furnish the assessor in writing, on the first of May each year, with a full list of their tenants or occupants and of the amounts paid by each of them for the rent or occupation of such lodgings or offices. Proprietors shall also give a written notice whenever a tenant leaves or arrives.

Lists of tenants or occupants.

Amende.

Et tout propriétaire qui refuse de donner ces informations, ou qui sciemment, donne une liste fausse ou incorrecte ou néglige de donner l'avis ci-dessus, encourt une amende n'excédant pas vingt dollars.

Every such proprietor who refuses to give such informations, or who knowingly gives a false or incorrect list or neglects to give the abovementioned notice, shall incur a penalty of not more than twenty dollars.

Fine.

Signature
du rôle.

83. Le rôle d'évaluation est signé par l'estimateur et au moins l'un des assistants, si tels assistants ont été nommés.

83. The valuation roll shall be signed by the assessor and at least one of his assistants, if such assistants have been appointed. Signature
of the roll.

Certificats
inexacts.

84. Tout propriétaire ou agent qui accordera volontairement un certificat ou reçu portant une somme moindre que le loyer réellement payé pour les lieux y mentionnés, ou auquel il y sera fait allusion, et tout locataire qui présentera à l'estimateur un tel certificat ou reçu représentant faussement la valeur ou le montant du loyer payé par lui, afin de diminuer le montant de son évaluation, ou qui directement ou indirectement, tromperont ou tenteront de tromper l'estimateur relativement au montant de tels loyers, seront passibles d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

84. Every proprietor or agent who shall willingly give a certificate or receipt for a sum less than the rent really paid for the premises therein mentioned or alluded to, and every tenant who shall present to the assessor any such certificate or receipt falsely representing the value or the amount of rent paid by him, in order to reduce the amount of his valuation, or who shall, directly or indirectly, deceive or endeavour to deceive such assessor respecting the amount of such rent, shall be liable to a fine not exceeding twenty dollars. False
representation
in
certifi-
cates.

Rôle
général.

85. En même temps qu'il fait le rôle d'évaluation, l'estimateur fait, sous la direction du trésorier, le rôle général de perception de toutes les taxes, tant générales que spéciales alors imposées, en les mentionnant séparément. Ce rôle de perception peut être fait dans les mêmes livres, avec colonnes distinctes, que le rôle d'évaluation, ou dans des livres séparés. Ce rôle de perception est signé par le trésorier et l'estimateur.

85. The assessor, at the same time as he makes the valuation roll, shall make, under the direction of the treasurer, the general collection roll of all general and special taxes then imposed, mentioning them separately. Such collection roll may be made in the same books as the valuation roll, with separate columns, or in separate books. The collection roll shall be signed by the treasurer and the assessor. General
roll.

Dépôt
des rôles.

86. L'estimateur dépose à son bureau à l'hôtel de ville, les rôles d'évaluation et de perception aussitôt après leur confection. Dans les deux jours, avis public de ce dépôt est donné par l'estimateur en la manière ordinaire. L'avis comporte que les rôles resteront ouverts à l'examen des intéressés ou de leurs représentants durant les quinze jours qui suivent la publication de cet avis.

86. The assessor shall deposit the valuation and collection rolls in his office in the city hall, as soon as made. Within two days, public notice of such deposit shall be given by the assessor in the usual manner. The notice shall state that the rolls will remain open for examination by those interested or their representatives for fifteen days following the publication of such notice. Deposit
of rolls.

Personnes
assujetties
aux rôles.

A l'expiration de ces quinze jours, les rôles d'évaluation et de perception, pour la cité, sont en vigueur pour toutes les personnes dont les noms sont inscrits auxdits rôles et qui n'en auront pas appelé dans les délais et de la manière mentionnés ci-dessous, et les sommes mentionnées au rôle de perception sont payables et exigibles sans autre avis ou mise en demeure.

At the expiration of such fifteen days, the valuation and collection rolls for the city shall be in force for every person whose name is entered on the said rolls and who has not appealed within the delays and in the manner hereinafter mentioned, and the sums mentioned in the collection roll shall be payable and exigible without further notice or putting in default. Persons
subject
to rolls.

Plaintes.

Durant les quinze jours, toute personne, qui se croit lésée par quelque entrée

During such fifteen days, all persons considering themselves aggrieved by any Com-
plaints.

faite auxdits rôles, doit porter plainte devant le bureau de revision. Cette plainte est par écrit, sous serment prêté devant un juge de paix, un membre du conseil, un notaire, un commissaire de la Cour supérieure ou le greffier de la cité.

Bureau de
revision.

87. Il sera formé un bureau de revision pour les fins d'entendre et de décider les plaintes aux rôles d'évaluation et de perception. Ce bureau sera composé de trois membres qui seront nommés par le conseil à sa première assemblée du mois de mai, chaque année. Il pourra comprendre le juge municipal, et dans ce cas, il agira comme président, et si le juge municipal ne fait pas partie du bureau de revision, le président sera nommé par le conseil; le bureau devra comprendre un architecte ou un ingénieur professionnel ou un entrepreneur général. Les membres devront être propriétaires d'immeubles. Le greffier de la cité agira comme secrétaire du bureau de revision. Les membres du bureau de revision devront prêter serment. Leurs émoluments seront fixés par une résolution du conseil. Pour la présente année fiscale, les membres du bureau de revision seront nommés par le conseil à toute séance tenue après la sanction de la présente loi. Les membres du conseil et les employés de la cité, à l'exception du juge municipal, ne pourront faire partie de ce bureau de revision.

Procé-
dure.

88. Cette plainte écrite doit être portée durant ladite période, au bureau du greffier ou secrétaire du bureau de revision, à l'hôtel de ville, et ledit greffier ou secrétaire doit donner un avis public, en la manière ordinaire, des jours et heures auxquels les plaignants seront entendus devant le bureau de revision et un délai de trois jours francs doit être accordé aux plaignants entre la date de cet avis et la date du jour de la prise en considération de ces plaintes devant le bureau de revision.

Assermen-
tation.

89. A l'instruction des plaintes, la partie plaignante ou toutes autres personnes peuvent être assermentées par le greffier dudit bureau, ou par l'un de ses membres. Il n'est pas nécessaire que les dépositions soient prises par écrit, mais

entry in the said rolls must fyle a complaint before the board of revision. Such complaint shall be in writing, and sworn to before a justice of the peace, a member of the council, a notary, a commissioner of the Superior Court or the city clerk.

Board of
revision.

87. A board of revision shall be formed for the purpose of hearing and deciding upon complaints against the valuation and collection rolls. Such board shall be composed of three members to be appointed by the council at its first meeting in the month of May, each year. Such board may include the municipal judge and, in such case, he shall act as chairman, and if the municipal judge is not included in the board of revision, the chairman shall be appointed by the council; such board shall include an architect or a professional engineer or a general contractor. The members must be owners of immovables. The clerk of the city shall act as secretary of the board of revision. The members of the board of revision shall be sworn. Their remuneration shall be fixed by resolution of the council. During the present fiscal year, the members of the board of revision shall be appointed by the council at any meeting held after the sanction of this act. The members of the council and the city employees, excepting the municipal judge, may not form part of such board of revision.

Proce-
dure.

88. Such written complaint shall be fyled, during the said period, in the office of the clerk or secretary of the board of revision in the city hall, and the said clerk or secretary shall give, in the usual manner, public notice of the days and hours when the complainants will be heard before the board of revision; a delay of three clear days must be given the complainants between the date of the notice and the day when the complaints will be heard by the board of revision.

Complain-
ant
sworn.

89. At the hearing of any complaint, the complainant or other persons may be sworn by the clerk of the said board or by one of its members. The depositions need not be taken down in writing, but each party may, at his own expense,

chaque partie peut, à ses frais, employer un sténographe pour prendre les dépositions.

employ a stenographer to take down such depositions.

Ajourne-
ment.

90. Le bureau de revision peut s'ajourner, de temps à autre au besoin, pour l'examen ou la décision des plaintes faites devant lui, sans autre avis.

90. The board of revision may adjourn from time to time when necessary, to inquire into and decide upon the complaints laid before it, without further notice.

Appel.

91. Tout contribuable qui a produit une plainte au sujet de quelque entrée ou omission aux rôles d'évaluation ou de perception, et qui se croit lésé par la décision rendue par le bureau de revision, peut, dans le délai de quinze jours de cette décision en appeler à la Cour de magistrat du district de Québec: et, sur cette instance en appel, devant ladite cour, l'estimateur peut être témoin, suivant les règles ordinaires.

91. Any ratepayer who has filed a complaint with reference to any entry upon or omission from the valuation or collection rolls and who deems himself aggrieved by the decision of the board of revision may, within a delay of fifteen days from such decision, appeal to the Magistrate's Court of the district of Quebec; and, at such hearing in appeal before the Magistrate's Court, the assessor may be a witness, under the ordinary rules.

Requête.

92. Cet appel se fait par requête à ladite Cour de magistrat, signifié au bureau de revision, et produite aux greffe de ladite Cour de magistrat, dans le délai de quinze jours.

92. Such appeal shall be taken by means of a petition to the said Magistrate's Court, served at the office of the board of revision, and filed in the office of the said Magistrate's Court, within a delay of fifteen days.

Cour de
magistrat.

Dans les trois jours qui suivent la production de telle requête, le greffier du bureau de revision transmet une copie des procédures faites devant le bureau, ainsi que les documents qui se rapportent à la plainte, pour faire partie de la cause, à la Cour de magistrat. La procédure devant ladite cour est sommaire et la requête est inscrite suivant les règles de procédures ordinaires devant cette cour.

Within the three days following the filing of such petition, the clerk of the board of revision shall send a copy of the proceedings had before the said board, and the documents connected with the complaint, to form part of the record in the case, to the Magistrate's Court. The procedure before the said court shall be summary, and the petition shall be inscribed according to the ordinary rules of procedure before the said court.

Priorité.

Cet appel a priorité sur les autres causes.

Such appeal shall have precedence over other cases.

Cour du
banc de
la reine.

93. Lorsque l'évaluation en litige et portée au rôle est de dix mille dollars ou plus, qu'il s'agisse d'un ou de plusieurs immeubles, il y a appel de la décision de la Cour de magistrat à la Cour du banc de la reine, dont le jugement est final. Dans tous les autres cas, la décision de la Cour de magistrat est finale et sans appel.

93. Wherever the valuation in dispute and shown on the roll amounts to ten thousand dollars or more, whether it be respecting one or more properties, an appeal shall lie from the decision of the Magistrate's Court to the Court of Queen's Bench, whose decision shall be final. In every other case, the decision of the Magistrate's Court shall be final and without appeal.

Témoi-
gnages.

Devant la Cour de magistrat, les dépositions ne sont pas prises par écrit, mais si l'évaluation en litige, tel que susdit, atteint dix mille dollars, chaque partie

Before the Magistrate's Court, the depositions shall not be taken in writing, but if the valuation in dispute, as above-mentioned, amounts to ten thousand dol-

	peut, pour les fins de l'appel, faire prendre les témoignages en entier, par écrit, au moyen de la sténographie ou autrement, sous la direction de la cour, et ces témoignages forment partie du dossier. Si les dépositions n'ont pas été prises par écrit, la décision rendue ne peut être portée en appel devant la Cour du banc de la reine.	lars, either party may, for the purpose of the appeal, have all the depositions taken in writing, by stenography or otherwise, under the direction of the court, and such depositions shall form part of the record. If the depositions have not been taken in writing, the decision cannot be taken to appeal before the Court of Queen's Bench.
Inscription.	L'appel à la Cour du banc de la reine est interjeté au moyen d'une inscription déposée au greffe de la Cour de magistrat, dans les dix jours de la décision rendue, et dont avis doit être signifié, dans le même délai, à la partie adverse ou à son procureur.	The appeal to the Court of Queen's Bench shall be taken by means of an inscription filed at the office of the Magistrate's Court within ten days from the rendering of the decision, notice of which must be served within the same delay upon the adverse party or upon his attorney.
Contenu.	Cette inscription doit contenir la désignation des parties, la date du jugement dont est appel, la désignation des cautions proposées, et un avis de la date, de l'heure et du lieu auxquels les cautions comparaitront pour signer l'acte de cautionnement.	Such inscription must contain the description of the parties, the date of the judgment appealed from, the description of the proposed sureties, and a notice of the date, hour and place where such sureties will appear to sign the security bond.
Cautionnement.	Le cautionnement doit être donné dans les cinq jours qui suivent la production de l'inscription, ou dans tel autre délai que fixe un des magistrats.	The security must be given within five days after the filing of the inscription, or within such other delay as may be fixed by one of the magistrates.
Certificat de défaut.	Si le cautionnement n'est pas fourni dans les délais prescrits, la partie adverse peut obtenir du greffier de la Cour de magistrat, un certificat de défaut, et l'inscription en appel est ensuite censée désertée, sauf recours.	If the security be not given within the delay prescribed, the adverse party may obtain from the clerk of the Magistrate's Court a certificate of default, and the inscription in appeal shall thereupon be deemed to be abandoned, saving recourse.
Frais.	Les frais encourus sur la procédure ainsi désertée sont taxés par le greffier de la Cour de magistrat.	The costs incurred upon any proceeding so abandoned shall be taxed by the clerk of the Magistrate's Court.
Dispositions applicables.	Les articles 1214, 1215, 1215a, 1215b, 1216 et 1217 du Code de procédure civile s'appliquent à l'appel prévu par la présente loi. Le magistrat exerce les pouvoirs conférés au juge, et le greffier, les pouvoirs et devoirs appartenant au protonotaire, en vertu de ces articles. La cause est ensuite continuée comme une cause ordinaire en appel devant la Cour du banc de la reine.	Articles 1214, 1215, 1215a, 1215b, 1216 and 1217 of the Code of Civil Procedure shall apply to the appeal provided for by this act. The magistrate shall exercise the powers vested in the judge; and the clerk, the powers and duties belonging to the prothonotary, in virtue of such articles. The case shall be continued thereafter as an ordinary case in appeal before the Court of Queen's Bench.
Pouvoir du tribunal.	94. Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont appel est porté, ou l'annuler, ou rendre telle décision que le bureau de revision aurait dû rendre originairement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours.	94. The court may, by its judgment, confirm the decision appealed from, or set it aside, or may render the decision that the board of revision should have rendered in the first place, or may order it to exercise the powers which form the object of the appeal.
Décision non infirmée.	La décision du bureau de revision ne peut être infirmée que dans le cas où une	The decision of the board of revision may be set aside only in case a real

injustice réelle a été commise, et nullement à cause d'une variante ou d'une irrégularité de peu d'importance.

Frais, etc. La cour, en se prononçant sur l'appel, peut condamner l'une ou l'autre partie aux frais; et, si la décision dont il y a appel est modifiée, elle peut ordonner que son jugement sur l'appel et l'expiration des délais pour porter la cause devant la Cour du banc de la reine, tous les documents transmis par la cité, en conséquence de l'appel, soient remis à cette dernière.

injustice has been done, and not on account of any unimportant inaccuracy or irregularity.

Costs, etc. In rendering judgment on the appeal, the court may adjudge either party to pay the costs; and, if the decision appealed from be modified, it may order that its judgment be served upon the city. After the rendering of judgment on the appeal and the expiration of the delays for appealing to the Court of Queen's Bench, all documents forwarded by the city, in consequence of the appeal, shall be returned to the latter.

Revision annuelle.

95. Il est du devoir du bureau de cotisations de faire faire chaque année une revision du rôle d'évaluation. Cependant, aucune telle revision ne sera faite l'année de la confection du rôle.

Par l'estimateur.

Cette revision se fait par l'estimateur qui fait les amendements nécessaires pour entrer au rôle les noms des personnes qui sont devenues sujettes à la cotisation, ou taxes, enlever les noms des personnes qui n'y sont plus sujettes, et corriger, en augmentant ou diminuant, suivant le cas, l'évaluation et la valeur annuelle des biens imposables qui ont subi quelque altération, addition, ou au sujet desquels il y a eu quelque changement. Il sera aussi du devoir de l'estimateur d'entrer au rôle les noms des locataires et occupants nouveaux.

Renseignements exigibles.

Les personnes tenues de donner des renseignements à l'estimateur lors de la confection du rôle, sont tenues de fournir les mêmes renseignements à l'estimateur lors de la revision du rôle, et ce sous les mêmes peines.

Rôle de perception.

96. En même temps qu'il fait la revision du rôle, l'estimateur fait le rôle général de perception comprenant toutes les taxes, de la même manière que l'année de la confection du rôle d'évaluation, et il dépose ces rôles à son bureau. Les règles relatives à l'avis public, à l'examen par les intéressés, aux délais, aux plaintes écrites et attestées sous serment, qui s'appliquent lors de la confection du rôle d'évaluation, s'appliquent *mutatis mutandis*, lors de la revision annuelle du rôle.

Annual revision.

95. It shall be the duty of the board of revision every year to make a revision of the valuation roll. No such revision, however, shall be made in the year in which the roll is prepared.

By assessor.

Such revision shall be made by the assessor, who shall make the necessary modifications so as to enter on the roll the names of persons who have become subject to the payment of the assessment or tax, remove from it the names of persons no longer subject thereto, and correct, either by increasing or diminishing, as the case may be, the valuation and the annual value of every taxable property which has been altered, added to, or in respect whereof there has been any change. It shall also be the duty of the assessor to enter in the roll the names of new tenants and occupants.

Information exigible.

The persons bound to give information to the assessor, when the roll is being made, shall be bound to give the same information to the assessor at the time of the revision of the roll, and under the same penalties.

Collection roll.

96. The assessor, when revising the roll, shall make the general collection roll including all taxes in the same manner as in the year of making the valuation roll, and shall deposit such rolls in his office. The rules regarding public notice, examination by those interested, delays, complaints in writing and under oath, applicable at the time of the preparation of the valuation roll shall apply, *mutatis mutandis*, to the annual revision of the roll.

Instruc-
tion des
plaintes.

97. L'instruction de ces plaintes, devant le bureau de revision se fait de la même manière que l'instruction des plaintes devant le même bureau, lors de la confection du rôle, avec les mêmes pouvoirs.

97. The hearing of such complaints before the board of revision shall be conducted in the same manner as the hearing of complaints before the said board at the preparation of the roll, with the same powers.

Hearing
of com-
plaints.

Appel.

98. Il y a appel des décisions du bureau de revision sur les plaintes portées à la revision du rôle, de la même manière, suivant les mêmes procédures, dans les mêmes délais, et devant les mêmes cours que pour les appels des décisions du bureau de revision, l'année de la confection du rôle.

98. An appeal shall lie from the decisions of the board of revision upon complaints on the revision of the roll in the same manner, according to the same procedure, within the same delays and before the same courts as for appeals from the decisions of the board of revision in the year when the roll is prepared.

Appeal.

Construc-
tions nou-
velles.

99. Lorsqu'une construction sera terminée dans le cours de l'année fiscale, et que l'entrée de l'addition de l'immeuble aura été faite au rôle d'évaluation par le bureau de cotisations, le propriétaire de l'addition ou construction nouvelle sera tenu de payer à la cité le montant des cotisations, taxes et taxes d'eau qui devra être entré au rôle de perception par le trésorier, proportionnellement au temps de l'année fiscale qui restera à s'écouler.

99. When a building shall be finished in the course of the fiscal year, and when the entry in the valuation roll of such addition to the immoveable shall have been made by the assessment board, the owner of such addition or new building shall be bound to pay to the city the amount of the assessments, taxes, and water-rates, which shall have been entered in the collection roll by the treasurer, proportionately to the remaining period of the fiscal year.

New con-
struc-
tions.

Requête
pour cor-
rection
d'erreurs
ou d'omis-
sions.

100. Dans tous les cas où, après la confection ou la revision d'un rôle d'évaluation, ou après qu'un rôle de perception est devenu en vigueur, il est nécessaire de corriger les erreurs ou omissions qui peuvent s'y trouver, ou d'y faire des amendements en l'étendant et en y ajoutant les noms de toutes personnes omises, ou qui seront arrivées dans la cité après qu'il aura été fait ou révisé, ou qui seront devenues sujettes à payer une cotisation, taxe ou droit quelconque à ladite cité, en aucun temps après que le rôle général d'évaluation ou la revision, suivant le cas, aura été fait, tel changement, correction d'erreur ou d'omission ou addition seront faits dans les deux dits rôles d'évaluation et de perception, sur requête à cette fin adressée au bureau de cotisations par l'estimateur.

100. In all cases where, after the preparation or revision of a valuation roll or after a collection roll is in force, it shall become necessary to correct the errors or omissions that may be found therein, or to make amendments thereto by extending it and adding the names of persons omitted, or who may have arrived in the city after it was made or revised, or who may have become subject to the payment of any assessment, rate, or tax to the city, at any time after the general valuation roll or the revision, as the case may be, has been made, such changes, correction of errors or omissions and additions shall be made in both the valuation and the collection roll, on petition to that effect addressed by the assessor to the board of revision.

Petition
for correc-
tion of
errors or
omissions.

Avis.

Avis de la présentation de ladite requête sera signifié par poste recommandée à la partie intéressée, trois jours francs avant sa présentation devant le bureau; et, si ladite requête est prouvée, le bureau ordonnera de faire tel changement, correction d'erreur ou d'omission, addition, ou

Notice of the presentation of the said petition shall be served by registered mail on the interested party, three clear days before its presentation before the board; and, if the said petition be proved, the board shall order such change, and correction of error or omission, and such

Notice.

telle autre entrée auxdits rôles, selon qu'il trouvera juste.

addition or such other entry to be made in the said rolls as it may deem proper.

Appel.

101. Dans tous les cas où la corporation de la cité se croira lésée par toute entrée quelconque faite dans quelqu'un desdits rôles, ou dans tous les cas où elle se croira lésée par une décision rendue par le bureau de cotisations, elle aura le même droit d'appel à la Cour de magistrat qu'un contribuable qui se plaint d'une décision rendue par ce bureau; la cité pourra faire signifier à tout intéressé une requête adressée à la Cour de magistrat, dans le délai de quinze jours, et, en même temps que la production de sa requête, elle devra produire les pièces et documents au soutien de telle requête.

101. Whenever the corporation of the city shall consider itself aggrieved by an entry made in any of the said rolls, or whenever it shall consider itself aggrieved by any decision of the assessment board, it shall have the same right to appeal to the Magistrate's Court as a ratepayer who complains of a decision of the said board; the city may serve upon any interested party a petition addressed to the Magistrate's Court, within a delay of fifteen days, and must, when filing the petition, produce the papers and documents in support of such petition.

Correc-
tion
d'erreurs
ou d'o-
missions.

102. Le bureau de cotisations pourra aussi, en tout temps, sur demande à lui faite par le trésorier de la cité, corriger toute erreur et suppléer à toute omission quelconque, quant au droit de propriété, de possession ou d'occupation de toute propriété immobilière dans ladite cité, ou quant au nom, qualité ou domicile d'aucune personne sujette à cotisation ou taxe quelconque, qui peuvent ou pourront exister dans aucun desdits rôles.

102. The assessment board, may also at any time, on application made to it by the city treasurer, correct any error and supply any omission, as to the right of ownership, possession or occupation of any immovable property within the said city, or as to the name, quality or domicile of any person liable for any assessment or tax, which then or thereafter may exist, in said rolls.

Avis.

Telle demande ne peut être accordée par ledit bureau sans un avis à cet effet, signifié à la partie intéressée, avec un délai de huit jours pour sa présentation au bureau de cotisations.

Such application cannot be granted by the said board unless a notice thereof is served upon the interested party, with a delay of eight days before its presentation to the assessment board.

Diminu-
tion de
valeur.

103. Si, après que le rôle d'évaluation est devenu en vigueur, quelque propriété immobilière subit une diminution de valeur considérable, soit par incendie, destruction, ou toute autre cause, le bureau de cotisations peut, sur requête du propriétaire, réduire l'évaluation desdites propriétés à leur valeur réelle, et ordonner la correction du rôle de perception en conséquence.

103. If, after the valuation roll is in force, any immovable property is considerably diminished in value, either by fire, destruction, or any other cause, the assessment board may, on petition of the owner, reduce the valuation of such property to its real value and order the correction of the collection roll accordingly.

Retard.

104. Le défaut de la part de l'estimateur ou du bureau de revision d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou la revision des rôles en dehors de ce temps.

104. The failure of the assessor or the board of revision to act within the time prescribed shall not prevent the completion or revision of the rolls thereafter.

Radia-
tion.

105. Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain men-

105. After every change of owner or occupant of any lot of land set forth in

tionné au rôle d'évaluation en vigueur, le bureau de cotisations, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau.

the valuation roll in force, the assessment board, on a written petition for that purpose, and upon sufficient proof, may erase the name of the former owner or occupant, and enter on such roll the name of the new one.

Entrée
au cas
d'appel.

106. Lorsqu'un appel concernant une évaluation a été institué en vertu de la charte de la cité, l'estimateur établit le montant de la taxe payable par l'appellant sur la partie non contestée de l'évaluation, et il en fait une entrée sous sa signature, en marge du rôle, vis-à-vis du nom de l'appellant.

106. When an appeal respecting a valuation has been brought in virtue of the charter of the city, the assessor shall establish the amount of taxes payable by the applicant on the undisputed portion of the valuation and make an entry thereof under his signature, in the margin of the roll, opposite the appellant's name.

Entry in
case of
appeal.

Montant
payable.

Le montant des taxes ainsi établi, devient payable comme si aucun appel n'avait été institué, mais sans préjudice du droit de l'appellant pour la partie de l'évaluation sous contestation.

The amount of taxes so established shall become payable as if no appeal had been brought, but without prejudice to the appellant's rights as to the portion of the valuation in contestation.

Amount
payable.

Idem.

Aussitôt qu'une décision finale est rendue, l'estimateur établit le montant payable par l'appellant sur la partie contestée de l'évaluation, et corrige les rôles d'évaluation et de perception en conséquence, initialant ces corrections, et le montant des taxes dues sur la partie contestée, s'il y a lieu, est payable immédiatement.

As soon as the final decision has been rendered, the assessor shall establish the amount payable by the appellant on the disputed portion of the valuation, and shall correct the valuation and collection rolls accordingly, initialling such corrections, and the amount of taxes due on the disputed portion, if any, shall be payable forthwith.

Idem.

Rôle
présumé.

107. Tout livre ou rôle d'évaluation, ou rôle de perception, paraissant être un livre ou rôle d'évaluation ou rôle de perception de ladite cité, ou d'un quartier d'icelle, pour une année déterminée, produit devant une cour de justice, sera, jusqu'à preuve du contraire, présumé être le livre ou rôle d'évaluation, ou rôle de perception de ladite cité, ou de tel quartier d'icelle pour ladite année; les copies et extraits du rôle d'évaluation certifiées par l'estimateur, et les copies et extraits du rôle de perception, certifiées par le trésorier, font preuve de leur contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature de ces officiers, sauf le droit de toute personne d'en contester l'authenticité par inscription en faux.

107. Any valuation book or roll, or collection roll, appearing to be a valuation book or roll, or a collection roll of the city or of a ward thereof, for a stated year, produced in a court of justice, shall, until proof to the contrary, be presumed to be the valuation book or roll, or the collection roll of the said city, or of such ward thereof, for the said year; copies or extracts of the valuation roll certified by the assessor, and copies or extracts of the collection roll, certified by the treasurer, shall be proof of their contents, without it being necessary to prove the signature of such officers, saving the right of any person to contest their authenticity by proceedings in improbation.

Presumed
roll.

Rôle
cassé.

108. Lorsque le rôle d'évaluation est cassé, l'ancien rôle redevient en vigueur et sert jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau.

108. Whenever the valuation roll has been set aside, the former roll shall revive and shall avail until a new valuation roll comes into force.

Roll set
aside.

Exemption
autorisée.

109. La cité est autorisée, par résolution de son conseil, à accorder une exemption de taxe foncière pour une période de dix ans sur les agrandissements ou constructions nouvelles qui pourront être érigés dans les deux ans de la sanction de la présente loi sur les propriétés de la Laiterie Fortier Ltée, étant partie des lots 56-1 et 56-2 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, et le lot 2-2 de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière. Ce pouvoir ne pourra être exercé que si les agrandissements ou constructions nouvelles et leur aménagement ont entraîné une dépense d'au moins deux cent mille dollars.

Entrée en
vigueur.

110. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

109. The city is authorized, by a resolution of its council, to grant an exemption from real estate taxes for a period of ten years on the enlargements or new constructions which may be erected within two years after the sanction of this act on the properties of la Laiterie Fortier Ltée, comprising a part of lots 56-1 and 56-2 on the cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, and lot 2-2 of the parish of Saint-David de l'Auberivière. This power can only be exercised if the enlargements or new constructions and their equipment have involved an expenditure of at least two hundred thousand dollars.

Exemption
autorisée.

110. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.